

À jour au 26 novembre 2002

c. A-6, r. 7.3

Règlement sur les contrats de services des ministères et des organismes publics

Loi sur l'administration financière

(L.R.Q., c. A-6)

Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services

(L.R.Q., c. M-23.01, a. 7.1)

Loi sur le Service des achats du gouvernement

(L.R.Q., c. S-4)

Le présent règlement continue de s'appliquer pour la Société immobilière du Québec et la Société québécoise d'assainissement des eaux. Ce règlement est réputé adopté en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6). (L.Q., 1994, c. 18, a. 53) Remplacée par Loi sur l'administration financière, L.Q., 2000, c. 15, a. 166; après refonte: L.R.Q., c. A-6.001

CHAPITRE I

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

SECTION 1

CHAMP D'APPLICATION

1. Le présent règlement s'applique aux contrats de services des ministères et des organismes publics, à l'exception des organismes qui en sont exemptés par le gouvernement.

Le présent règlement ne s'applique toutefois pas aux contrats adjudgés dans le cadre d'une entente de coopération financée en totalité ou en partie par un organisme de coopération internationale, si l'entente comporte des règles pour l'adjudication des contrats.

D. 1169-93, a. 1.

SECTION 2

DÉFINITIONS

2. Dans le présent règlement, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

Appel d'offres public: un appel d'offres publié dans au moins un quotidien du Québec ou par un système électronique d'appel d'offres;

Appel d'offres public régionalisé: un appel d'offres public réservé aux fournisseurs de la région du lieu des travaux;

Appel d'offres sur invitation: un appel d'offres s'adressant à un nombre limité de fournisseurs, les invitant à présenter leur candidature, une proposition ou une soumission en vue de l'obtention d'un contrat;

Appel d'offres sur invitation générale: un appel d'offres sur invitation adressé à tous les fournisseurs inscrits au fichier des fournisseurs du gouvernement dans une spécialité, un niveau et un territoire donnés;

Appel d'offres sur invitation restreinte: un appel d'offres sur invitation adressé à des fournisseurs sélectionnés de manière aléatoire à partir du fichier ou choisis par un ministère ou un organisme;

Contrat de services: un contrat de services au sens du Règlement cadre sur les conditions des contrats des ministères et des organismes publics, à l'exclusion d'un contrat de services de déneigement au sens du Règlement sur les contrats de services de déneigement des ministères et des organismes publics et d'un contrat de services conclu avec un individu;

Établissement: un lieu où le fournisseur exerce ses activités de façon permanente, clairement identifié à son nom et accessible durant les heures normales de bureau;

Membre externe au gouvernement: une personne qui n'est pas nommée et rémunérée selon la Loi sur la fonction

publique (L.R.Q., c. F-3.1.1) et qui n'est pas membre du personnel d'un organisme à qui s'applique le présent règlement;

Principal établissement: le principal lieu où le fournisseur dirige ses affaires, comportant des installations permanentes et où le personnel de maîtrise requis pour diriger les travaux et l'équipement se trouvent ordinairement; le lieu où se trouvent le personnel de maîtrise et l'équipement pouvant différer de celui où les affaires sont dirigées, dans la mesure où ils sont tous deux au Québec;

Région: une région administrative établie par le Décret 2000-87, modifié par les décrets 1399-88 du 14 septembre 1988, 1389-89 du 23 août 1989 et 965-97 du 30 juillet 1997 ([D-11, r. 2]). Les régions 01 et 11, ainsi que 14 et 15 sont respectivement regroupées aux fins des appels d'offres sur invitation générale et publics régionalisés;

Région limitrophe: une région adjacente à la région du lieu des travaux et accessible par le réseau routier numéroté;

Région périphérique: une région adjacente à la région limitrophe du lieu des travaux et accessible par le réseau routier numéroté;

Ressource permanente: une personne physique qui, sur une base annuelle, consacre au fournisseur un minimum de 1 500 heures ou 75 % de son temps de travail et un minimum de 100 heures;

Services relatifs aux voyages: des services visant l'émission d'un titre de transport aérien; ces services peuvent notamment inclure des conseils sur l'organisation du voyage, la réservation d'hôtel, la location de voiture ou la réservation, l'émission et la livraison de titres de transport terrestre;

Sous-région: le territoire correspondant à celui d'une municipalité régionale de comté ou d'une communauté urbaine, ou encore à l'un des territoires suivants: la Jamésie et le Kativik, chacun étant divisé en 2 sous-régions situées de part et d'autre du 76^e méridien, ainsi que le territoire délimité à l'est par la limite du Québec, au nord et à l'ouest par la sous-région «Minganie» et au sud par le Golfe Saint-Laurent; une réserve indienne est incluse dans la sous-région dans laquelle elle est située géographiquement; le territoire de la municipalité de Notre-Dame-des-Anges est compris dans celui de la Communauté urbaine de Québec;

Sous-région limitrophe: une sous-région adjacente à la sous-région du lieu des travaux, accessible par le réseau routier numéroté et, lorsque la région du lieu des travaux compte au moins 2 sous-régions, située dans la région du lieu des travaux, sauf si des dispositions différentes sont prévues au présent règlement;

Sous-région périphérique: une sous-région qui, sans être limitrophe, est accessible à la sous-région du lieu des travaux par le réseau routier numéroté;

Traitement de base: une opération consistant à transmettre, à partir du fichier, des noms de fournisseurs inscrits dans la sous-région ou la région de réalisation des travaux ou pour l'ensemble du Québec;

Traitement limitrophe: une opération consistant à transmettre, à partir du fichier, des noms de fournisseurs inscrits dans des sous-régions ou régions limitrophes;

Traitement périphérique: une opération consistant à transmettre, à partir du fichier, des noms de fournisseurs inscrits dans des sous-régions ou des régions périphériques.

D. 1169-93, a. 2; D. 1107-94, a. 1; D. 783-95, a. 1; D. 236-96, a. 1; D. 1498-96, a. 1; D. 523-98, a. 1.

3. Les définitions apparaissant à l'article 2 du Règlement cadre sur les conditions des contrats des ministères et des organismes publics s'appliquent au présent règlement.

D. 1169-93, a. 3.

SECTION 3

ACCORD INTERGOUVERNEMENTAL

D. 1810-93, a. 1.

3.1. Dans le présent règlement, on entend par «accord intergouvernemental», un accord visant l'accès aux marchés publics conclu entre le gouvernement du Québec et un autre gouvernement au Canada.

D. 1810-93, a. 1.

3.2. Le ministre responsable de l'application d'un accord intergouvernemental publie à la *Gazette officielle du Québec* les catégories de contrats et la liste des ministères et des organismes publics qui y sont assujettis.

D. 1810-93, a. 1; D. 1107-94, a. 2.

CHAPITRE II

EXCEPTIONS À L'APPEL D'OFFRES

4. Les cas suivants constituent des exceptions à l'appel d'offres au sens des paragraphes 6 et 7 de l'article 8 du Règlement cadre sur les conditions des contrats des ministères et des organismes publics:

- 1° lorsque, dans le cas de la réutilisation de mêmes plans et devis de construction, il s'agit de travaux d'adaptation, de modification et de surveillance confiés au concepteur original;
- 2° lorsqu'il s'agit d'un contrat de services professionnels confié au concepteur des plans et devis pour la surveillance de travaux d'infrastructure de transports exécuté pour le ministère des Transports;
- 3° lorsqu'il y a lieu de procéder au bornage d'une propriété privée contiguë à une propriété du gouvernement, auquel cas les dispositions du Code de procédure civile relatives au bornage s'appliquent;
- 4° lorsqu'il s'agit d'un contrat de fourniture de services avec un fournisseur en situation de monopole dans le domaine des communications, de l'électricité ou du gaz;
- 5° lorsqu'il s'agit d'un contrat pour la réparation de véhicules automobiles ou de machinerie lourde;
- 5.1° lorsqu'il s'agit d'un contrat pour la réparation d'un aéronef et que l'évaluation des travaux à effectuer ne peut être faite qu'après le début des travaux de réparation;
- 6° lorsqu'il s'agit d'un contrat pour l'entretien d'équipements spécialisés qui doit être effectué par le fabricant ou son représentant;
- 7° lorsqu'il s'agit d'un contrat pour le traitement de données caractérisé par l'utilisation de banques de données appartenant au fournisseur;
- 8° lorsqu'il s'agit d'un contrat de services auxiliaires de moins de 50 000 \$ devant être exécuté dans les sous-régions du Kativik, de la Jamésie et du territoire délimité à l'est par la limite du Québec, au nord et à l'ouest par la sous-région «Minganie» et au sud par le Golfe Saint-Laurent, auquel cas le ministère ou l'organisme peut négocier avec une corporation autochtone, un conseil de bandes ou un fournisseur sur place;
- 9° lorsqu'il s'agit d'un contrat avec le seul fournisseur ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord;
- 10° lorsqu'il n'existe aucun fournisseur ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord;
- 11° lorsqu'il s'agit d'un contrat pour obtenir les services d'un conférencier, d'un artiste ou d'un artisan spécialisé dans le domaine des arts ou de la culture;
- 12° lorsqu'un organisme dont le budget de fonctionnement n'est voté ni en tout ni en partie par l'Assemblée nationale conclut un contrat de services à titre de mandataire d'un tiers qui n'est pas assujéti au présent règlement;
- 13° lorsque le ministère ou l'organisme effectue lui-même le placement directement dans un média;
- 14° lorsqu'il s'agit d'un contrat prévu dans une entente de coproduction reliée au domaine culturel conclue par un organisme dont le budget n'est voté ni en tout ni en partie par l'Assemblée nationale et que l'entente prévoit une participation financière d'un coproducteur qui n'est pas assujéti au présent règlement et des dispositions particulières sur l'adjudication des contrats.

D. 1169-93, a. 4; D. 1810-93, a. 2; D. 236-96, a. 2; D. 523-98, a. 2.

5. Le ministère ou l'organisme peut, à la suite d'un appel d'offres sur invitation, négocier le prix de la plus basse soumission conforme ou de la proposition conforme offrant le meilleur rapport qualité/prix, lorsque celui-ci accuse un écart important avec l'estimation initiale.

D. 1169-93, a. 5.

6. Le ministère ou l'organisme peut, à la suite d'un appel d'offres public, négocier le prix avec le seul fournisseur conforme lorsque le prix de son offre accuse un écart important avec l'estimation initiale.

D. 1169-93, a. 6.

CHAPITRE III TYPES D'APPEL D'OFFRES

SECTION 1 APPEL D'OFFRES PUBLIC

§ 1. Cas d'application

7. Sous réserve de l'article 22 et du paragraphe 2° de l'article 26, l'appel d'offres public est utilisé:

- 1° pour un contrat dont le montant estimé est de 200 000 \$ ou plus ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, 100 000 \$ ou plus;

- 2° pour un contrat de rechapage de pneus dont le montant estimé est de 10 000 \$ ou plus;
- 3° pour la confection d'une liste de fournisseurs dont une offre permanente sera retenue;
- 4° pour un contrat de services auxiliaires relié à la spécialité «entretien ménager général» dont le montant estimé est de 50 000 \$ ou plus.

D. 1169-93, a. 7; D. 1107-94, a. 3; D. 783-95, a. 2; D. 1498-96, a. 2.

8. L'appel d'offres public peut être utilisé:

- 1° pour un contrat relatif à la composition typographique, quel qu'en soit le montant;
- 2° si aucune offre n'est reçue à la suite d'un appel d'offres sur invitation restreinte;
- 3° si la négociation prévue à l'article 5 ne permet pas de conclure un contrat;
- 4° dans le cas prévu au paragraphe 2 de l'article 31.

D. 1169-93, a. 8.

§ 2. Procédure

9. L'appel d'offres est publié en français:

- 1° soit dans un quotidien des villes de Montréal et de Québec, un quotidien ou un hebdomadaire régional circulant dans la région où les services doivent être rendus ainsi que dans au moins une publication spécialisée, s'il en est;
- 2° soit par un système électronique d'appel d'offres.

D. 1169-93, a. 9; D. 1107-94, a. 4.

10. Le texte de publication de l'appel d'offres contient au moins les renseignements suivants:

- 1° le nom du ministère ou de l'organisme;
- 2° la description sommaire des services requis;
- 3° l'endroit où l'on peut obtenir ou consulter les documents d'appel d'offres et obtenir des renseignements;
- 4° le montant du dépôt non remboursable exigé pour la remise des documents;
- 5° la nature et le montant de la garantie de soumission exigée le cas échéant;
- 6° l'endroit ainsi que la date et l'heure limite fixés pour le dépôt et l'ouverture des offres;
- 7° la mention que seules seront considérées les offres présentées par des fournisseurs possédant les qualifications requises et ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord;
- 7.1° la mention, le cas échéant, que le contrat visé par l'appel d'offres constitue une exception prévue à un accord intergouvernemental ainsi que la mention des restrictions et des pratiques non conformes aux procédures d'appel d'offres prévues à cet accord, ou qui n'accordent pas un traitement non discriminatoire réciproque;
- 8° la mention que le ministère ou l'organisme ne s'engage à accepter aucune des offres reçues.

D. 1169-93, a. 10; D. 1810-93, a. 3; D. 1107-94, a. 5.

11. Les instructions aux fournisseurs doivent:

- 1° indiquer la manière de présenter l'offre et préciser les documents requis à son appui;
- 2° faire état des clauses de non-conformité;
- 3° informer les fournisseurs des règles qui seront suivies lors de l'évaluation et de l'analyse des offres;
- 4° informer les fournisseurs que l'appel d'offres et le contrat qui sera éventuellement conclu son assujettis aux exigences réglementaires relatives à la validité des contrats prévues au Chapitre II du Règlement cadre sur les conditions des contrats des ministères et des organismes publics;
- 5° lorsque l'appel d'offres vise la confection d'une liste de fournisseurs dont une offre permanente sera retenue, préciser les modalités de sélection des fournisseurs à inscrire sur cette liste et les modalités d'adjudication prévues pour ces contrats.

D. 1169-93, a. 11; D. 236-96, a. 3.

12. Les dispositions relatives aux clauses de non-conformité des offres doivent stipuler que l'un ou l'autre des éléments suivants entraîne automatiquement le rejet de l'offre:

- 1° l'absence de l'un ou l'autre des documents requis;
- 2° l'absence de signature de la ou des personnes autorisées sur un document devant être signé;
- 3° toutes ratures ou corrections apportées aux prix soumis ou proposés et non paraphées par la ou les personnes autorisées;
- 4° toute offre conditionnelle ou restrictive;

5° le non-respect de l'endroit, de la date et de l'heure limite fixés pour la réception des offres;
6° le non-respect de toute autre condition indiquée comme essentielle dans les instructions aux fournisseurs.
D. 1169-93, a. 12.

13. Le délai pour la réception des offres est calculé à compter de la date de la première publication de l'appel d'offres et il ne peut être inférieur à 10 jours, à moins que l'appel d'offres ne vise un contrat assujéti à un accord intergouvernemental, auquel cas le délai ne peut être inférieur à 15 jours.
D. 1169-93, a. 13; D. 1810-93, a. 4.

14. Tout addenda doit être expédié aux fournisseurs à qui ont été remis les documents d'appel d'offres. Si l'addenda ne peut être transmis au moins 7 jours avant la date limite pour la réception des offres, la date de clôture est reportée en conséquence.
D. 1169-93, a. 14.

15. L'ouverture des offres doit se faire à l'expiration du délai fixé pour la réception de celles-ci.
D. 1169-93, a. 15.

16. Lorsque la réception ou l'ouverture des offres ne peut avoir lieu à l'endroit, à la date ou à l'heure limite fixés dans la publication de l'appel d'offres, un avis doit être donné aux fournisseurs à qui les documents ont été remis, les informant des changements.
D. 1169-93, a. 16.

17. Les offres reçues sont ouvertes publiquement par un représentant du ministère ou de l'organisme en présence d'un témoin; cependant, lorsqu'il s'agit d'un contrat de services professionnels ou de la confection d'une liste de fournisseurs dont une offre permanente sera retenue, la seule information transmise aux fournisseurs présents est le nom de ceux ayant déposé une offre.
D. 1169-93, a. 17.

18. Une offre est valide durant 45 jours à compter de la date fixée pour le dépôt des offres; cette période peut être prolongée s'il y a entente entre les parties.
D. 1169-93, a. 18.

§ 3. Frais d'obtention des documents d'appel d'offres

19. Lorsque les documents d'appel d'offres sont obtenus directement d'un ministère ou d'un organisme, le montant du dépôt non remboursable exigé pour la remise des documents d'appel d'offres est établi de la façon suivante:
1° pour les copies de plans, le prix demandé aux fournisseurs, y compris toutes les taxes applicables, est établi en fonction du nombre de feuilles de plans selon le tableau suivant:

Nombre de feuilles: prix en \$

1 à 15: 20
16 à 30: 40
31 à 45: 60
46 à 60: 80
61 et plus: 100;

2° pour les documents imprimés ou photocopiés, autres que les copies de plans, le prix demandé aux fournisseurs, y compris toutes les taxes applicables, est établi en fonction du nombre de feuilles selon le tableau suivant:

Nombre de feuilles: prix en \$

1 à 200: 20
201 à 300: 30
301 à 400: 40
401 et plus: 50.

D. 1169-93, a. 19; D. 1107-94, a. 6; D. 236-96, a. 4.

20. Ces montants sont majorés, au 1^{er} avril de chaque année, selon le taux d'augmentation cumulatif de l'indice général des prix à la consommation pour le Canada, tel que déterminé par Statistique Canada pour la période débutant le 1^{er} janvier 1993 et se terminant le 31 décembre de l'année précédant l'ajustement.

Les montants ainsi ajustés sont diminués au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar inférieure à 0,50 \$; ils sont augmentés au dollar le plus près s'ils comprennent une fraction de dollar égale ou supérieure à 0,50 \$.

D. 1169-93, a. 20.

21. Le ministre des Approvisionnements et Services publie les montants résultant de l'indexation à la *Gazette officielle du Québec*.

D. 1169-93, a. 21.

SECTION 2

APPEL D'OFFRES PUBLIC RÉGIONALISÉ

§ 1. Cas d'application

22. L'appel d'offres public régionalisé doit être utilisé pour tout contrat d'architecture ou de génie dont le montant estimé est de 200 000 \$ ou plus, sauf:

1° s'il est exécuté au Nouveau-Québec ou s'il s'agit d'un édifice de prestige, auxquels cas l'appel d'offres public doit être utilisé;

2° si la région visée compte moins de 5 fournisseurs inscrits au fichier, auquel cas le ministère ou l'organisme doit étendre son appel d'offres aux régions limitrophes et périphériques s'il y a lieu, pour s'assurer d'un bassin d'au moins 5 fournisseurs.

D. 1169-93, a. 22.

§ 2. Procédure

23. L'appel d'offres public régionalisé est publié en français dans un quotidien ou dans un hebdomadaire régional circulant dans la région où les services doivent être rendus, ainsi que dans au moins une publication spécialisée s'il en est.

D. 1169-93, a. 23.

24. Toutes les dispositions relatives à l'appel d'offres public s'appliquent à l'appel d'offres public régionalisé, à l'exception du paragraphe 7 de l'article 10, lequel est remplacé par ce qui suit:

7° la mention que seules seront considérées les offres présentées par des fournisseurs possédant les qualifications requises et ayant un établissement dans la région et, le cas échéant, dans les régions limitrophes et périphériques.».

D. 1169-93, a. 24.

25. Un fournisseur visé par l'appel d'offres public régionalisé peut s'associer à un fournisseur d'une autre région, à la condition que le chargé de projet soit une ressource permanente du fournisseur de la région concernée.

D. 1169-93, a. 25.

SECTION 3

APPEL D'OFFRES SUR INVITATION

§ 1. Invitation générale: cas d'application

26. L'appel d'offres sur invitation générale s'applique dans les cas suivants lorsque le mode de sollicitation utilisé est l'appel de soumissions, l'appel de propositions avec prix ou l'appel de candidatures avec prix, soit:

1° lorsqu'il s'agit d'un contrat relié au groupe «nolisement d'aéronefs», aux catégories «géomatique» et «informatique», aux spécialités «analyse microbiologique, analyse chimique inorganique, analyse chimique organique, analyse chimique inorganique et organique, photographie aérienne verticale, services de traitement des eaux et des huiles lourdes des systèmes de chauffage, de refroidissement et d'humidification» et que le montant estimé du contrat est de 10 000 \$ ou plus mais inférieur à 100 000 \$;

2° lorsqu'il s'agit d'un contrat relié à la spécialité «rénovation et révision cadastrale», et que le montant estimé du contrat est de 10 000 \$ ou plus;

3° supprimé.

D. 1169-93, a. 26; D. 1810-93, a. 5; D. 557-94, a. 1; D. 1107-94, a. 7; D. 783-95, a. 3.

27. Abrogé.
D. 1169-93, a. 27; D. 1107-94, a. 8.

28. Abrogé.
D. 1169-93, a. 28; D. 1107-94, a. 8.

29. Les fournisseurs invités à réaliser un projet qui fait suite à un appel d'offres sur invitation générale peuvent se regrouper en consortium pour présenter une offre de services.
D. 1169-93, a. 29.

§ 2. Invitation restreinte: cas d'application

30. L'appel d'offres sur invitation restreinte est utilisé dans les cas où l'appel d'offres est requis et qui ne sont pas visés aux articles 7, 8, 22 et 26.
D. 1169-93, a. 30; D. 1107-94, a. 9.

31. L'appel d'offres sur invitation restreinte doit, pour un contrat dont le montant estimé est de 10 000 \$ ou plus, être précédé d'une demande de noms de fournisseurs inscrits au fichier sauf lorsque la spécialité n'y est pas prévue, auquel cas le ministère ou l'organisme doit solliciter les offres selon l'une ou l'autre des modalités suivantes:
1° procéder à un appel d'offres sur invitation auprès d'au moins trois fournisseurs de son choix qui ont un établissement au Québec ou, à défaut, auprès des deux seuls fournisseurs qui ont un établissement au Québec; cependant, lorsqu'il s'agit d'un contrat de services professionnels, le ministère ou l'organisme demande, préalablement à l'émission de l'appel d'offres, confirmation auprès du fichier que la spécialité requise n'y est pas prévue;
2° procéder à un appel d'offres public ou, s'il s'agit d'un contrat de génie, à un appel d'offres public régionalisé.
D. 1169-93, a. 31; D. 1107-94, a. 10; D. 236-96, a. 5.

32. Le ministère ou l'organisme doit, en vue de la conclusion d'un contrat de services auxiliaires dont le montant estimé est de 5 000 \$ ou plus, mais inférieur à 10 000 \$, procéder à un appel d'offres sur invitation auprès d'au moins 3 fournisseurs de son choix qui ont un établissement au Québec ou, à défaut, auprès des 2 seuls fournisseurs qui ont un établissement au Québec, ou demander que lui soit transmis le nom d'un fournisseur inscrit dans la spécialité visée au niveau 1 du fichier prévu à l'article 93.
D. 1169-93, a. 32.

33. Tout contrat de services reliés au nolisement d'aéronefs dont le montant estimé est inférieur à 10 000 \$ doit être conclu avec un fournisseur inscrit au fichier lorsque la spécialité est prévue au répertoire des spécialités.
D. 1169-93, a. 33.

§ 3. Procédure

34. Le ministère ou l'organisme utilise, selon l'envergure du contrat, les éléments appropriés de la procédure d'appel d'offres public pour l'élaboration des documents d'appel d'offres sur invitation.
De plus, lorsque le montant estimé du contrat est inférieur à 25 000 \$ et que le mode de sollicitation utilisé est l'appel de soumissions, l'invitation et les offres peuvent se faire verbalement. Un relevé écrit des gestes posés et des faits accomplis doit cependant être conservé.
D. 1169-93, a. 34; D. 236-96, a. 6.

35. Les clauses de non-conformité et la période de validité prévues à la procédure d'appel d'offres public s'appliquent à la procédure d'appel d'offres sur invitation.
D. 1169-93, a. 35.

36. Le représentant du ministère ou de l'organisme ouvre les offres en présence d'un témoin, après la date et l'heure fixées pour la réception de celles-ci.
D. 1169-93, a. 36.

CHAPITRE IV

MODES DE SOLlicitATION DES OFFRES ET SÉLECTION DES FOURNISSEURS

SECTION 1

SOLLICITATION DES OFFRES

37. Les offres sont sollicitées suivant l'une ou l'autre des modalités suivantes:

1° par appel de propositions avec ou sans prix ou par appel de candidatures avec ou sans prix, pour un contrat de services professionnels;

2° par appel de soumissions, pour un contrat de services auxiliaires, sauf s'il s'agit d'un contrat de photographie aérienne verticale dont le montant estimé est inférieur à 100 000 \$ où l'appel de candidatures sans prix peut être utilisé;

3° par appel de soumissions ou par appel de propositions avec prix pour la confection d'une liste de fournisseurs dont une offre permanente sera retenue.

D. 1169-93, a. 37; D. 1107-94, a. 11; D. 783-95, a. 4.

38. L'appel de propositions avec prix est utilisé pour tout contrat de services professionnels, sous réserve des articles 39 à 42.

D. 1169-93, a. 38.

39. L'appel de candidatures sans prix est utilisé pour tout contrat de services professionnels reliés à l'architecture, au génie, à l'ingénierie des sols et des matériaux ou au génie forestier.

D. 1169-93, a. 39; D. 1107-94, a. 12.

40. L'appel de candidatures sans prix est également possible dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° lorsqu'il existe un tarif adopté par le gouvernement ou le Conseil du trésor en vertu de la Loi sur l'administration financière (L.R.Q., c. A-6), sauf lorsque le contrat est assujéti à un accord intergouvernemental;

2° lorsqu'il s'agit d'un contrat en vue de la réalisation de campagnes de publicité à moins que le contrat ne vise que des activités de placement média.

D. 1169-93, a. 40; D. 1107-94, a. 13; D. 783-95, a. 5.

41. Pour un contrat visant la réalisation de campagnes de publicité, l'appel de candidatures sans prix est suivi d'une deuxième étape consistant à procéder auprès des fournisseurs retenus à un appel de propositions sans prix.

D. 1169-93, a. 41.

42. L'appel de candidatures avec prix peut être utilisé dans l'un ou l'autre des cas suivants:

1° lorsqu'il s'agit d'un contrat de services professionnels reliés à la traduction ou à la révision de textes;

2° lorsqu'il s'agit d'un contrat de services professionnels reliés à l'entretien de systèmes informatisés dont le montant estimé est inférieur à 100 000 \$;

3° lorsque le montant estimé du contrat est inférieur à 50 000 \$ et que le besoin du ministère ou de l'organisme est trop imprécis pour que le fournisseur puisse faire une évaluation préalable du coût des services devant être rendus.

D. 1169-93, a. 42.

43. L'appel de propositions avec prix prévu à l'article 38 peut être remplacé par l'appel de soumissions lorsque le ministère ou l'organisme utilise l'appel d'offres en vue de la conclusion d'un contrat de services professionnels dont le montant estimé est inférieur à 10 000 \$.

D. 1169-93, a. 43.

44. Dans le cadre d'un appel de propositions avec prix, le comité de sélection évalue les propositions selon l'annexe 1.

D. 1169-93, a. 44.

45. Dans le cadre d'un appel de candidatures sans prix, le comité de sélection évalue les candidatures selon l'annexe 2.

D. 1169-93, a. 45.

46. Dans le cadre d'un appel de candidatures sans prix suivi d'un appel de propositions sans prix, le comité de sélection évalue les candidatures et les propositions selon l'annexe 3.

D. 1169-93, a. 46.

47. Dans le cadre d'un appel de candidatures avec prix, le comité de sélection évalue les candidatures selon l'annexe 4.

D. 1169-93, a. 47.

48. Lorsqu'un contrat ouvert est en vigueur ou lorsqu'il existe une liste comportant un ou plusieurs fournisseurs dont une offre permanente a été retenue, ils doivent être utilisés pour l'acquisition des services qui y sont prévus.

D. 1169-93, a. 48.

SECTION 2

COMITÉ DE SÉLECTION

49. Le comité de sélection responsable de l'évaluation des offres est composé comme suit:

1° d'au moins deux membres agréés par le ministre, lorsque le montant estimé du contrat est de 10 000 \$ ou plus, mais inférieur à 25 000 \$;

2° d'un secrétaire et d'au moins trois membres, lorsque le montant estimé du contrat est de 25 000 \$ ou plus, mais inférieur à 200 000 \$, en considérant qu'au moins deux membres doivent provenir du personnel du ministère ou de l'organisme concerné et qu'au moins un membre doit être externe au ministère ou à l'organisme et être employé d'un ministère ou d'un organisme public.

Le secrétaire et au moins deux des membres du comité doivent être agréés par le ministre;

3° d'un secrétaire et d'au moins cinq membres, lorsque le montant estimé du contrat est de 200 000 \$ ou plus, en considérant qu'au moins trois membres doivent provenir du personnel du ministère ou de l'organisme concerné, qu'au moins un membre doit être externe au ministère ou à l'organisme et être employé d'un ministère ou d'un organisme public et qu'au moins un membre doit être externe au gouvernement, sa compétence devant être reliée au domaine d'activités visé par le contrat ou, à défaut, à un domaine d'activités connexe.

Le secrétaire et au moins trois des membres du comité doivent être agréés par le ministre.

D. 1169-93, a. 49; D. 1107-94, a. 14; D. 236-96, a. 7.

50. Abrogé.

D. 1169-93, a. 50; D. 236-96, a. 8.

51. Le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme d'où origine l'appel d'offres, ou leur représentant désigné, nomme les membres du comité.

D. 1169-93, a. 51.

52. Abrogé.

D. 1169-93, a. 52; D. 236-96, a. 8.

53. Abrogé.

D. 1169-93, a. 53; D. 236-96, a. 8.

54. Abrogé.

D. 1169-93, a. 54; D. 236-96, a. 8.

55. Abrogé.

D. 1169-93, a. 55; D. 236-96, a. 8.

56. Le fournisseur ayant soumis une offre se voit transmettre dans les 15 jours suivant l'adjudication du contrat le résultat de l'analyse de son dossier. L'information transmise doit comprendre le nom de l'adjudicataire, la note qu'il a obtenue, le prix le cas échéant, le rang et la note obtenus par le fournisseur ou les raisons de la non-conformité de son offre, le nombre de fournisseurs conformes et non conformes et, sur demande, le nom des membres du comité de sélection.

D. 1169-93, a. 56.

CHAPITRE V GARANTIES

57. Une garantie de soumission est exigée lorsque le montant estimé du contrat de services auxiliaires est de 200 000 \$ ou plus et peut être exigée dans les autres cas.

D. 1169-93, a. 57.

58. La garantie de soumission doit être valide pour la période de validité des soumissions et correspondre à l'un ou l'autre des montants suivants:

1° 10 % du montant estimé du contrat ou de l'offre permanente, si la garantie est fournie sous forme de cautionnement émis par une compagnie légalement habilitée à se porter caution et conforme aux dispositions de l'annexe 5;

2° 5 % du montant estimé du contrat ou de l'offre permanente, si la garantie est fournie sous forme de chèque visé, de mandat, de traite, de lettre de garantie irrévocable émise par une banque, une caisse d'épargne ou de crédit ou une société de fiducie ou d'épargne et conforme aux dispositions de l'annexe 6, d'obligations payables au porteur émises ou garanties par le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, par le gouvernement d'une province ou d'un territoire visé par cet accord et dont l'échéance ne dépasse pas 5 ans.

D. 1169-93, a. 58; D. 1107-94, a. 15.

59. Le ministère ou l'organisme peut exiger une garantie d'exécution pour la durée du contrat. Dans ce cas, la garantie est calculée sur le montant du contrat ou sur le montant estimé du contrat ouvert ou de l'offre permanente et elle doit correspondre à l'un ou l'autre des montants suivants:

1° 10 % du montant, si la garantie est fournie sous forme de cautionnement émis par une compagnie légalement habilitée à se porter caution;

2° 5 % du montant, si la garantie est fournie sous forme de chèque visé, de mandat, de traite, d'obligations payables au porteur émises ou garanties par le gouvernement du Québec, le gouvernement du Canada ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, par le gouvernement d'une province ou d'un territoire visé par cet accord et dont l'échéance ne dépasse pas 5 ans.

D. 1169-93, a. 59; D. 1107-94, a. 16.

CHAPITRE VI DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

SECTION I

CONTRATS HORS DU QUÉBEC OU, LORSQU'UN ACCORD INTERGOUVERNEMENTAL EST APPLICABLE, HORS DU TERRITOIRE VISÉ PAR CET ACCORD

D. 1169-93, sec. 1 D. 1107-94, a. 17.

60. La présente section s'applique:

1° à un contrat conclu par un ministère ou un organisme agissant hors du Québec, pour l'acquisition de services à l'extérieur du Québec;

2° lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, à un contrat conclu par un ministère ou un organisme agissant hors du territoire visé par cet accord, pour l'acquisition de services à l'extérieur du territoire visé par cet accord.

D. 1169-93, a. 60; D. 1107-94, a. 18; D. 236-96, a. 9.

61. L'appel d'offres public est utilisé lorsque le montant estimé du contrat est de 200 000 \$ ou plus. Advenant le cas où la pratique du pays en cause ne permet pas le recours à une telle procédure, un appel d'offres sur invitation est adressé à au moins 5 fournisseurs.

D. 1169-93, a. 61.

62. L'appel d'offres sur invitation adressé à au moins 3 fournisseurs est utilisé lorsque le montant estimé du contrat est inférieur à 200 000 \$ mais d'au moins 5 000 \$ dans le cas d'un contrat de services auxiliaires et d'au moins 10 000 \$ dans le cas d'un contrat de services professionnels.

D. 1169-93, a. 62.

63. Les dispositions relatives aux procédures d'appel d'offres, aux garanties ainsi qu'au suivi des contrats sont adaptées aux conditions prévalant dans le pays en cause.

D. 1169-93, a. 63.

SECTION 2

LOCATION DE MACHINERIE LOURDE

64. Les règles prévues aux chapitres I à VII et X du présent règlement s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à la location de machinerie lourde sous réserve de dispositions particulières de la présente section.

D. 1169-93, a. 64.

§ 1. Définitions

65. Dans la présente section, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

«**coefficient nominal**»: le résultat obtenu en divisant les taux soumis par les taux maximum en vigueur pour la période couverte par l'appel d'offres;

«**coefficient pondéré**»: le résultat obtenu en divisant les taux soumis, ou les taux maximum dans le cas d'une machine inscrite en retard, auxquels sont ajoutés les taux horaires de transport, par les taux maximum en vigueur pour la période couverte par l'appel d'offres;

«**district**»: chacun des districts définis par la carte routière «Régions et districts administratifs du ministère des Transports» publiée chaque année par le ministère des Transports;

«**district limitrophe**»: un district adjacent au district du lieu des travaux et accessible par le réseau routier numéroté;

«**établissement**»: la base d'opération avec adresse civique où la machinerie lourde inscrite à la liste de fournisseurs dont une offre permanente a été retenue est entreposée ou entretenue et d'où le fournisseur répond au courrier et aux appels téléphoniques qui lui sont acheminés;

«**machinerie lourde**»: la machinerie utilisée avec opérateur pour les travaux de construction, d'entretien de routes ou de foresterie;

«**taux horaire de transport**»: le résultat de la division du coût total de transport, lequel inclut les coûts de pension et de déplacement de l'opérateur, le cas échéant, par le nombre prévu d'heures de location, le coût de transport étant la résultante de la multiplication du taux au kilomètre soumis par le fournisseur par la distance aller-retour de l'établissement du fournisseur au lieu des travaux;

«**taux maximum**»: les taux horaires applicables à la location de machinerie lourde de même qu'à leurs accessoires tels que publiés par le Directeur général des achats, selon une formule de calcul approuvée par le Conseil du trésor.

D. 1169-93, a. 65.

§ 2. Liste de fournisseurs

66. Le texte de publication de l'appel d'offres public pour la confection d'une liste de fournisseurs dont une offre permanente sera retenue doit contenir la mention que seules seront considérées les offres présentées par des fournisseurs qui respectent les conditions suivantes:

1° ils ont un établissement dans le district où ils désirent inscrire leur machinerie;

2° ils sont propriétaires ou locataires avec option d'achat de chaque machine qu'ils désirent inscrire.

D. 1169-93, a. 66.

67. Les instructions aux fournisseurs doivent contenir entre autres les indications suivantes:

1° les taux soumis pour la location des machines incluent l'opérateur et doivent être des taux horaires; cependant, s'il s'agit de chargeuse sur pneus, le fournisseur peut soumettre en plus du taux horaire, un taux à la tonne;

2° le taux horaire soumis pour chaque machine ne doit pas excéder le taux maximum établi selon l'année de fabrication de la machine;

3° une machine ne peut être inscrite que dans un seul district;

4° les taux de transport soumis doivent être des taux au kilomètre et, si le fournisseur n'en soumet aucun, il est considéré qu'il s'engage à transporter gratuitement sa machine.

D. 1169-93, a. 67.

68. Le ministre confectionne la liste des fournisseurs dont une offre permanente a été retenue en fonction des éléments suivants:

- 1° le district de l'établissement;
 - 2° la catégorie et la sous-catégorie de machinerie.
- D. 1169-93, a. 68; D. 236-96, a. 10.

§ 3. Mise à jour de la liste des fournisseurs

69. Un fournisseur peut demander qu'on inscrive une machine durant les 6 premiers mois de la période de validité de la liste, auquel cas la machine est inscrite au taux maximum à la fin de la liste avec la mention «retard» et selon le taux de transport au kilomètre fixé par le fournisseur.

D. 1169-93, a. 69.

70. Un fournisseur déjà inscrit peut remplacer une machine par une autre de même sous-catégorie durant les 6 premiers mois de la période de validité de la liste, auquel cas il peut l'inscrire selon l'une ou l'autre des façons suivantes:

- 1° au taux maximum à la fin de la liste avec la mention «retard» et selon le taux de transport au kilomètre qu'il fixe; de plus, dans le cas d'une chargeuse sur pneus, le fournisseur ne peut soumettre de taux à la tonne;
- 2° au même coefficient nominal, au même taux de transport au kilomètre et au même taux de chargement à la tonne, si applicable, que ceux soumis pour la machine qu'il remplace.

D. 1169-93, a. 70.

71. Un fournisseur qui acquiert une machine déjà inscrite peut l'offrir au même coefficient nominal, au même taux de transport au kilomètre ou au même taux de chargement à la tonne, si applicable, que ceux soumis par l'ancien propriétaire si la machine concernée est offerte dans le même district, auquel cas le rang de l'inscription demeure inchangé. Il peut également l'inscrire au taux maximum en fin de liste avec la mention «retard» et fixer le taux de transport au kilomètre applicable.

D. 1169-93, a. 71.

§ 4. Utilisation de la liste de fournisseurs

72. Un contrat de location doit être octroyé à un fournisseur dont le nom figure à la liste lorsque la machinerie requise y est prévue, sauf dans les cas suivants:

- 1° lorsque le montant estimé du contrat est de 2 000 \$ ou moins;
- 2° lorsqu'il s'agit d'une machine pour laquelle le nom d'aucun fournisseur ne figure à la liste pour le district où doivent avoir lieu les travaux ou pour les districts limitrophes à celui-ci;
- 3° lorsque aucune machine inscrite à la liste pour le district ou pour les districts limitrophes n'est disponible;
- 4° dans les cas d'urgence où la sécurité des personnes et des biens est en cause et qu'aucun fournisseur inscrit à la liste n'est disponible dans les délais requis;
- 5° lorsqu'il y a appel d'offres.

D. 1169-93, a. 72.

73. Le contrat est adjugé au fournisseur du district où les travaux sont exécutés, dont la machine est disponible, pour lequel l'inscription à la liste ne comporte pas la mention «retard» et qui offre le plus bas coefficient pondéré ou le plus bas taux à la tonne pondéré par les coûts de transport selon le cas; si plus d'un fournisseur a le même coefficient pondéré, il est adjugé à celui qui est situé le plus près des travaux.

D. 1169-93, a. 73.

74. Lorsque aucune machine n'est disponible en vertu de l'article 73, le contrat est adjugé au fournisseur inscrit «en retard» qui offre le plus bas coefficient pondéré et, si plus d'un fournisseur a le même coefficient pondéré, à celui qui est situé le plus près des travaux.

D. 1169-93, a. 74.

75. Aux fins de l'application des articles 73 et 74, l'Île d'Anticosti et Les Îles-de-la-Madeleine sont considérées comme des districts.

D. 1169-93, a. 75.

76. Le contrat est adjugé conformément aux règles décrites aux articles 73 à 75 à un fournisseur d'un district limitrophe à celui où les travaux sont exécutés dans les cas suivants:

1° lorsque le district où doivent avoir lieu les travaux ne compte pas de fournisseur inscrit à la liste dans la sous-catégorie concernée;

2° lorsqu'aucun fournisseur inscrit dans la sous-catégorie concernée pour le district où doivent avoir lieu les travaux, n'est disponible.

D. 1169-93, a. 76.

§ 5. Exceptions

77. Un contrat de location dont la durée est supérieure à 8 mois doit être conclu à la suite d'un appel d'offres sur invitation adressé à au moins tous les fournisseurs inscrits à la liste dans le district où sont prévus les travaux, lorsque le montant estimé du contrat est supérieur à 5 000 \$ mais inférieur à 100 000 \$.

D. 1169-93, a. 77; D. 1107-94, a. 19; D. 783-95, a. 6.

77.1. Un contrat de location doit être conclu à la suite d'un appel d'offres public, lorsque le montant estimé du contrat est de 100 000 \$ et plus.

D. 1107-94, a. 20; D. 783-95, a. 6.

78. Un appel d'offres sur invitation adressé à au moins tous les fournisseurs inscrits à la liste dans le district où sont prévus les travaux doit être utilisé dans les cas suivants:

1° lorsque la location d'une machine est basée sur une rémunération hebdomadaire ou mensuelle;

2° lorsqu'il est nécessaire de louer pour un même projet plusieurs machines d'un même fournisseur et que l'utilisation de la liste ne permet pas d'atteindre ce résultat.

D. 1169-93, a. 78.

§ 6. Taux applicables

79. Lorsqu'il s'agit d'un contrat de location dont le montant estimé est de 2 000 \$ ou moins, le ministère ou l'organisme sélectionne un fournisseur de son choix qui a un établissement au Québec et la rémunération est établie comme suit:

1° si le fournisseur est inscrit à la liste, la rémunération est fixée selon le taux soumis par le fournisseur;

2° si le fournisseur n'est pas inscrit à la liste, le taux négocié ne doit pas excéder le taux maximum.

D. 1169-93, a. 79.

SECTION 3 PROPOSITIONS SPONTANÉES

80. Abrogé.

D. 1169-93, a. 80; D. 236-96, a. 11.

81. Abrogé.

D. 1169-93, a. 81; D. 236-96, a. 11.

82. Abrogé.

D. 1169-93, a. 82; D. 236-96, a. 11.

SECTION 4 CONTRATS DE SERVICES AUXILIAIRES RELIÉS À LA SPÉCIALITÉ «ENTRETIEN MÉNAGER GÉNÉRAL

D. 1498-96, a. 3.

82.1. La présente section s'applique aux contrats de services auxiliaires reliés à la spécialité «entretien ménager général» dont le montant estimé est de 50 000 \$ ou plus.

D. 1498-96, a. 3.

82.2. Les instructions aux fournisseurs mentionnées aux documents d'appel d'offres doivent indiquer que l'appel d'offres s'adresse aux seuls fournisseurs oeuvrant dans la spécialité qui sont titulaires d'un certificat d'enregistrement ISO 9003 et que le contrat est adjugé à celui qui a présenté la soumission conforme la plus basse selon les modalités de calcul prévues aux documents d'appel d'offres.

D. 1498-96, a. 3.

82.3. Malgré l'article 82.2, lorsque la région visée compte moins de 3 fournisseurs titulaires d'un certificat d'enregistrement ISO 9003, les instructions aux fournisseurs peuvent indiquer:

1° soit que l'appel d'offres s'adresse aux seuls fournisseurs oeuvrant dans la spécialité qui sont titulaires d'un certificat d'enregistrement ISO 9003 et, dans ce cas, que le contrat est adjugé à celui qui a présenté la soumission conforme la plus basse selon les modalités de calcul prévues aux documents d'appel d'offres;

2° soit que l'appel d'offres s'adresse à tous les fournisseurs oeuvrant dans la spécialité et, dans ce cas, que le contrat est adjugé à celui qui a présenté la soumission conforme la plus basse selon les modalités de calcul prévues aux documents d'appel d'offres, en tenant compte, lorsqu'une soumission est présentée par un fournisseur titulaire d'un certificat d'enregistrement ISO 9003, que la soumission conforme la plus basse est déterminée après avoir soustrait de la soumission de ce fournisseur, 10 % du prix qu'il a soumis.

D. 1498-96, a. 3.

82.4. Dans la présente section, on entend par un certificat d'enregistrement ISO 9003, un certificat d'enregistrement délivré par un registraire accrédité par le Conseil canadien des normes ou par un organisme d'accréditation reconnu par celui-ci, à l'effet que le fournisseur concerné possède un système qualité couvrant le domaine visé par la spécialité «entretien ménager général», conforme à la norme ISO 9003.

D. 1498-96, a. 3.

SECTION 5

CONTRATS DE SERVICES RELATIFS AUX VOYAGES

D. 1498-96, a. 3.

82.5. La présente section s'applique aux contrats de services relatifs aux voyages dont le montant estimé est inférieur à 100 000 \$.

D. 1498-96, a. 3.

§ 1. Inscription au fichier

D. 1498-96, a. 3.

82.6. Les fournisseurs sont inscrits au fichier, sur une base régionale, dans les spécialités «voyages au Canada» ou «voyages vers d'autres destinations que le Canada». Pour être inscrit au fichier, un fournisseur doit, pour l'établissement visé par l'inscription, satisfaire aux conditions suivantes:

1° l'établissement doit être situé dans la région;

2° avoir du personnel disponible durant les heures normales de bureau;

3° pour la spécialité «voyages au Canada», avoir réalisé au cours de son dernier exercice financier, un chiffre d'affaires d'au moins 500 000 \$;

4° pour la spécialité «voyages vers d'autres destinations que le Canada», avoir réalisé au cours de son dernier exercice financier, un chiffre d'affaires d'au moins 3 000 000 \$ et avoir à son service 2 conseillers en organisation de voyages possédant chacun un minimum de 5 ans d'expérience;

5° être titulaire du permis requis de l'Office de la protection du consommateur;

6° être agréé par l'Association du transport aérien international.

D. 1498-96, a. 3; L.Q., 1997, c. 43, a. 875.

82.7. Dans une région où aucun fournisseur ne satisfait à l'ensemble des conditions d'inscription dans la spécialité visée, une inscription temporaire est possible pour le fournisseur qui en fait la demande et satisfait aux conditions prévues aux paragraphes 1°, 2°, 5° et 6° de l'article 82.6.

Toutefois, aux fins d'une inscription temporaire dans la spécialité «voyages vers d'autres destinations que le Canada», le fournisseur doit, de plus, avoir réalisé au cours de son dernier exercice financier un chiffre d'affaires

d'au moins 2 000 000 \$ et avoir à son service un conseiller en organisation de voyages possédant un minimum de 5 ans d'expérience.

D. 1498-96, a. 3.

82.8. Pour demeurer inscrit au fichier, un fournisseur doit en tout temps satisfaire aux conditions prévalant lors de son inscription.

D. 1498-96, a. 3.

82.9. À chaque année, le ministre transmet aux ministères ou aux organismes une liste des fournisseurs inscrits au fichier avant le 1^{er} avril de l'année concernée, dans chacune des spécialités. Cette liste est valide du 1^{er} avril au 31 mars suivant.

D. 1498-96, a. 3.

§ 2. Adjudication des contrats

D. 1498-96, a. 3.

82.10. Tout contrat doit être conclu avec un fournisseur;

1° dont le nom apparaît à la liste mentionnée à l'article 82.9 dans la spécialité visée;

2° situé dans la région de provenance du voyageur.

D. 1498-96, a. 3.

82.11. Malgré le paragraphe 2° de l'article 82.10, un contrat peut être conclu avec un fournisseur situé dans une région autre que celle du voyageur:

1° lorsqu'il s'agit de déplacements au nord du 55^e parallèle ou de voyageurs en poste hors du Québec;

2° lorsque le ministère ou l'organisme regroupe des voyageurs ayant la même destination mais en provenance de régions différentes ou lorsque le Procureur général du Québec assigne des personnes à comparaître;

3° lorsque chaque fournisseur inscrit au fichier dans une région et dans une spécialité données a fait l'objet d'un rapport de rendement insatisfaisant établi par le ministère ou l'organisme concerné au cours des deux années qui précèdent la conclusion du contrat.

Dans les situations prévues au paragraphe 1°, le contrat peut aussi être conclu directement avec un transporteur aérien.

D. 1498-96, a. 3; Erratum, 1997 G.O. 2, 1003.

CHAPITRE VII SUIVI DES CONTRATS

SECTION 1 ÉVALUATION DU RENDEMENT

83. Tout contrat qui fait suite à un appel d'offres ou dont le montant est de 5 000 \$ ou plus en services auxiliaires ou de 10 000 \$ ou plus en services professionnels, doit faire l'objet d'une évaluation par le ministère ou l'organisme.

D. 1169-93, a. 83.

84. L'évaluation d'un contrat doit être faite dans un délai de 60 jours à compter de la fin du contrat et être consignée dans un rapport de rendement. Cependant, pour un contrat de nature répétitive, le rapport de rendement peut être fait avant la fin du contrat.

D. 1169-93, a. 84.

85. Le ministère ou l'organisme transmet au fournisseur qui lui en fait la demande par écrit une copie du rapport de rendement satisfaisant le concernant.

D. 1169-93, a. 85.

86. Le ministère ou l'organisme transmet au fournisseur une copie de tout rapport de rendement insatisfaisant le concernant.

D. 1169-93, a. 86.

87. Le fournisseur peut, dans un délai de 30 jours suivant la réception du rapport de rendement insatisfaisant, transmettre par écrit au ministère ou à l'organisme tout commentaire relatif à ce rapport.
D. 1169-93, a. 87.

88. Dans un délai de 30 jours suivant la réception des commentaires du fournisseur, le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme maintient ou non l'évaluation faite et il en informe le fournisseur. À défaut de procéder dans le délai prescrit, le rapport est considéré satisfaisant.
D. 1169-93, a. 88.

89. Le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme transmet au ministre une copie de tout rapport de rendement insatisfaisant si le nom du fournisseur a été transmis à partir du fichier, sauf si ce rapport concerne un fournisseur inscrit dans une des spécialités du groupe «service relatifs aux voyages».
D. 1169-93, a. 89; D. 236-96, a. 10; D. 1498-96, a. 4.

SECTION 2 STATISTIQUES

90. Le ministère ou l'organisme doit transmettre au ministre, au moins une fois l'an, un rapport sur les contrats qu'il a alloués, comportant le nombre et le montant total des contrats accordés, leur distribution régionale, ainsi que tout autre renseignement pouvant être requis.
D. 1169-93, a. 90; D. 236-96, a. 10.

CHAPITRE VIII FICHIER

SECTION 1 STRUCTURE

91. Les fournisseurs sont inscrits au fichier des fournisseurs du gouvernement selon la spécialité, le niveau des contrats et la situation géographique de leur établissement.
D. 1169-93, a. 91; D. 523-98, a. 3.

92. Les spécialités dans lesquelles les fournisseurs peuvent être inscrits sont celles prévues au répertoire des spécialités établi par le Conseil du trésor et approuvé par le gouvernement.
D. 1169-93, a. 92; D. 236-96, a. 12.

93. Les niveaux des contrats à l'égard des différentes spécialités sont les suivants:
1° le niveau 1 regroupe les contrats dont le montant estimé est de 10 000 \$ ou plus, mais inférieur à 50 000 \$;
2° le niveau 2 regroupe les contrats dont le montant estimé est de 50 000 \$ ou plus, mais inférieur à 100 000 \$;
3° le niveau 3 regroupe les contrats non assujettis à un accord intergouvernemental et dont le montant estimé est de 100 000 \$ ou plus, mais inférieur à 200 000 \$, sauf pour les contrats relatifs à la spécialité «rénovation et révision cadastrale» où ce niveau s'établit à 100 000 \$ et plus.
D. 1169-93, a. 93; D. 557-94, a. 2; D. 1107-94, a. 21; D. 783-95, a. 7.

94. Abrogé.
D. 1169-93, a. 94; D. 1107-94, a. 22.

95. Malgré l'article 93, les niveaux des contrats à l'égard des services professionnels reliés à la publicité sont les suivants:
1° le niveau 1 regroupe les contrats dont le montant estimé est de 10 000 \$ ou plus, mais inférieur à 75 000 \$;
2° le niveau 2 regroupe les contrats dont le montant estimé est de 75 000 \$ ou plus, mais inférieur à 200 000 \$.
D. 1169-93, a. 95; D. 1107-94, a. 23.

96. Malgré l'article 93, un seul niveau de contrats s'applique à l'égard des services auxiliaires reliés au nolisement d'aéronefs où ce niveau regroupe les contrats dont le montant estimé est de 5 000 \$ ou plus, mais inférieur à 100

000 \$.

D. 1169-93, a. 96; D. 1810-93, a. 6; D. 783-95, a. 8.

97. Un fournisseur qualifié à un niveau supérieur peut, à sa demande, être inscrit aux niveaux inférieurs.
D. 1169-93, a. 97.

98. Les fournisseurs sont inscrits au fichier sur des listes sous-régionales, sauf pour les spécialités reliées au groupe «nolisement d'aéronefs», à la catégorie «biologie», et les spécialités «analyse microbiologique», «ingénierie des ponts» et «campagne de publicité» où l'inscription est faite sur des listes régionales et pour les cas suivants où l'inscription est faite sur des listes regroupant l'ensemble des fournisseurs du Québec;

1° les spécialités «génie de barrage de niveau complexe, cartographie à moyenne échelle, cartographie à grande échelle, consultations géologiques, analyse chimique inorganique, analyse chimique organique, analyse chimique inorganique et organique, caractérisation des lieux potentiellement contaminés, restauration des lieux contaminés, étude d'impact en environnement, conseiller en prévention des incendies, conseiller en protection des bâtiments, des biens et des personnes, analyse de la valeur de projets de construction, services de traitement des eaux et des huiles lourdes des systèmes de chauffage, de refroidissement et d'humidification»;

2° les spécialités reliées aux catégories «génie forestier et micro-information»;

3° les spécialités reliées aux groupes «conseillers en administration, technologies de l'information, communication, services reliés aux arts graphiques et à la photographie».

D. 1169-93, a. 98; D. 236-96, a. 13.

99. Un fournisseur ne peut déclarer plus d'un établissement par spécialité dans chaque sous-région ou région selon le cas, et il ne peut être inscrit qu'une seule fois par spécialité sur une liste regroupant l'ensemble des fournisseurs du Québec.

D. 1169-93, a. 99.

SECTION 2 FONCTIONNEMENT

§ 1. Confection des listes

100. Pour chaque spécialité et niveau de contrat dont l'inscription est sous-régionale, le fichier comporte 3 listes de noms. Une première liste est utilisée pour le traitement de base des demandes de noms et est confectionnée à partir du nom de tous les fournisseurs qui proviennent de la sous-région du lieu des travaux; une deuxième liste est utilisée pour le traitement limitrophe et est confectionnée à partir du nom de tous les fournisseurs qui proviennent des sous-régions limitrophes à la sous-région du lieu des travaux; une troisième liste est utilisée pour le traitement périphérique et est confectionnée à partir d'un double de la liste de base.

D. 1169-93, a. 100.

101. Pour chaque spécialité et niveau de contrat dont l'inscription est régionale, le fichier comporte 3 listes de noms. Une première liste est utilisée pour le traitement de base des demandes de noms et est confectionnée à partir du nom de tous les fournisseurs qui proviennent de la région du lieu des travaux; une deuxième liste est utilisée pour le traitement limitrophe et est confectionnée à partir du nom de tous les fournisseurs qui proviennent des régions limitrophes à la région du lieu des travaux; une troisième liste est utilisée pour le traitement périphérique et est confectionnée à partir d'un double de la liste de base.

D. 1169-93, a. 101.

102. Un double de la liste de base est confectionné au fichier, indépendant de celle-ci afin de répondre au ministère ou à l'organisme qui demande 1 nom de fournisseur.

D. 1169-93, a. 102.

103. La sélection des fournisseurs se fait de façon aléatoire, et un fournisseur sélectionné ne peut l'être à nouveau tant que la liste n'a pas été épuisée.

D. 1169-93, a. 103.

104. Lorsque le dernier nom d'une liste a été transmis, une nouvelle liste est confectionnée.

D. 1169-93, a. 104.

105. Toute nouvelle inscription s'ajoute à la fin de la liste.

D. 1169-93, a. 105.

§ 2. Règles de transmission des noms

106. Sous réserve des articles 107 et 109 à 111, dans les cas prévus à l'article 26, tous les fournisseurs inscrits dans la spécialité, le niveau et le territoire visés sont sélectionnés à partir du fichier. Dans les autres cas, le nombre de fournisseurs demandé par le ministère ou l'organisme est établi conformément à l'annexe 7 et sélectionné à partir du fichier.

D. 1169-93, a. 106; D. 1107-94, a. 24.

107. Lorsque le traitement de base se traduit par l'obtention de moins de 3 noms à la sous-région ou à la région selon le cas s'il s'agit d'un contrat de niveau 1 ou par l'obtention de moins de 5 noms s'il s'agit d'un contrat de niveau 2 ou 3, on procède à partir du fichier à un traitement limitrophe. Cette mesure relative au nombre minimum de noms requis ne s'applique pas lorsque le ministère ou l'organisme ne demande qu'un seul nom.

D. 1169-93, a. 107.

108. Aux fins d'application de l'article 107, la sous-région «Sept-Rivières» est considérée comme étant une sous-région limitrophe à la sous-région «Caniapiscou»; les sous-régions «Pabok» et «La Côte-de-Gaspé» sont considérées comme étant des sous-régions limitrophes à la sous-région «Les Îles-de-la-Madeleine»; la sous-région «Minganie» est considérée comme étant une sous-région limitrophe à la sous-région correspondant au territoire délimité à l'est par la limite du Québec, au nord et à l'ouest par la sous-région «Minganie» et au sud par le Golfe Saint-Laurent; la sous-région «Kativik-est» est considérée comme étant une sous-région limitrophe à la sous-région «Kativik-ouest» et réciproquement; les sous-régions «Abitibi» et «Abitibi-ouest» sont considérées comme étant des sous-régions limitrophes à la sous-région «Jamésie-ouest» et réciproquement; la sous-région «Le Domaine-du-Roy» est considérée comme étant une sous-région limitrophe à la sous-région «Jamésie-est» et réciproquement; la sous-région «Communauté urbaine de l'Outaouais» est considérée comme étant une sous-région limitrophe aux sous-régions «Pontiac» et «La Vallée-de-la-Gatineau» et réciproquement et la sous-région «Les Collines-de-l'Outaouais» est considérée comme étant une sous-région limitrophe à la sous-région «Papineau» et réciproquement.

D. 1169-93, a. 108; D. 236-96, a. 14; D. 523-98, a. 4.

109. Lorsque le traitement de base et le traitement limitrophe se traduisent par une absence de noms, s'il s'agit d'un contrat de niveau 1, ou par l'obtention de moins de 3 noms, s'il s'agit d'un contrat de niveau 2 ou 3, on procède à partir du fichier à un traitement périphérique. Le traitement périphérique se réalise en plusieurs étapes si nécessaire, et considère les sous-régions ou les régions selon le cas, selon leur proximité par rapport à la sous-région ou la région du lieu des travaux, jusqu'à ce que le nombre minimum de noms requis ait été obtenu.

D. 1169-93, a. 109.

110. Malgré les articles 107 et 109, lorsqu'il s'agit d'un contrat pour le nolisement d'aéronefs et que le traitement de base se traduit par l'obtention de moins de 2 noms, les noms de tous les fournisseurs inscrits au Québec dans la spécialité visée sont alors transmis.

D. 1169-93, a. 110.

§ 3. Situations particulières

111. Des traitements particuliers sont prévus à l'annexe 8 pour certains types de contrats.

D. 1169-93, a. 111.

§ 4. Utilisation des noms

112. Le ministère ou l'organisme est tenu d'inviter tous les fournisseurs dont les noms lui ont été transmis à partir du fichier. Cependant, un nom de fournisseur transmis peut être refusé par le ministère ou l'organisme lorsque le fournisseur a fait l'objet d'un rapport de rendement insatisfaisant établi par ce ministère ou cet organisme,

relativement à des contrats réalisés dans la spécialité concernée au cours des 2 années qui précèdent la date de transmission des noms. Dans ce cas, le nom du fournisseur refusé est considéré comme ayant été transmis et le ministère ou l'organisme peut demander de remplacer ce nom.

D. 1169-93, a. 112.

112.1. Lorsque pour un projet donné, un fournisseur inscrit dans une des spécialités de la catégorie «ingénierie des sols et des matériaux» et dont le nom a été transmis à partir du fichier, informe le ministère ou l'organisme qu'il se considère en situation de conflit d'intérêt en raison de son affiliation avec l'adjudicataire du contrat en génie civil ou mécanique, le ministère ou l'organisme doit demander de remplacer ce nom lequel est remis en tête de liste.

D. 236-96, a. 15.

113. Le ministère ou l'organisme doit adjuger le contrat dans les 15 semaines qui suivent la date de transmission des noms de fournisseurs à partir du fichier. À l'expiration de ce délai, le projet est considéré abandonné et les noms de fournisseurs sélectionnés en regard de ce projet sont remis en tête de liste.

D. 1169-93, a. 113.

114. Le délai prévu à l'article 113 peut être prolongé à la suite d'une demande écrite du ministère ou de l'organisme acceptée par le fournisseur retenu. Dans ce cas, le ministère ou l'organisme doit en aviser le ministre.

D. 1169-93, a. 114; D. 236-96, a. 10.

SECTION 3 INSCRIPTION

§ 1. Conditions générales

115. Seuls peuvent être inscrits au fichier les fournisseurs qui:

1° ont un établissement au Québec;

2° détiennent les permis et les enregistrements requis en vertu des lois et des règlements en vigueur.

D. 1169-93, a. 115.

115.1. Lorsqu'il est précisé qu'un fournisseur doit, pour s'inscrire à une spécialité et un niveau donnés, détenir un certificat d'enregistrement conforme à une norme ISO, ce fournisseur doit de plus, oeuvrer dans la spécialité pour laquelle il s'inscrit et avoir à son emploi le personnel requis à cette fin.

D. 236-96, a. 16.

116. Lorsque des exigences relatives au personnel sont précisées, seules des ressources permanentes domiciliées au Québec, au service du fournisseur depuis au moins 2 mois, peuvent servir à le qualifier. Un fournisseur peut présenter toutes ses ressources oeuvrant dans la sous-région, la région ou tout le Québec, selon que l'inscription est à caractère sous-régional, régional ou sur une liste regroupant l'ensemble des fournisseurs du Québec.

D. 1169-93, a. 116.

117. Dans le cas où des fournisseurs disposent de personnel ou d'équipement commun, une seule inscription est admise au fichier en fonction de ce personnel ou de cet équipement.

D. 1169-93, a. 117.

118. Dans le cas où un consortium s'inscrit au fichier, les parties constituantes ne peuvent s'inscrire dans la même spécialité.

D. 1169-93, a. 118.

119. Pour demeurer inscrit au fichier, un fournisseur doit en tout temps satisfaire aux conditions prévalant lors de son inscription.

D. 1169-93, a. 119.

§ 2. Conditions spécifiques aux services professionnels

120. Pour être inscrit dans l'une ou l'autre des spécialités prévues dans la catégorie «génie forestier», un fournisseur

doit satisfaire aux conditions suivantes:

- 1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 1 ingénieur forestier possédant un minimum de 2 ans d'expérience dans la spécialité;
 - 2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 2 ingénieurs forestiers, dont l'un possède un minimum de 4 ans d'expérience dans la spécialité, et l'autre, un minimum de 2 ans d'expérience dans la catégorie;
 - 3° pour le niveau 3, il doit avoir à son service au moins 2 ingénieurs forestiers, dont l'un possède un minimum de 6 ans d'expérience dans la spécialité, et l'autre, un minimum de 2 ans d'expérience dans la spécialité.
- D. 1169-93, a. 120.

121. Pour être inscrit dans l'une ou l'autre des spécialités prévues dans la catégorie «génie civil», à l'exclusion des spécialités «génie de barrage de niveau complexe, ingénierie des ponts», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

- 1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 1 ingénieur possédant un minimum de 3 ans d'expérience dans la spécialité;
 - 2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service soit, 2 ingénieurs dont l'un possède un minimum de 5 ans d'expérience dans la spécialité, et l'autre un minimum de 2 ans d'expérience en génie civil, soit, 1 ingénieur et 1 technicien possédant chacun un minimum de 5 ans d'expérience dans la spécialité;
 - 3° pour le niveau 3, il doit avoir à son service au moins 2 ingénieurs, dont l'un possède un minimum de 8 ans d'expérience dans la spécialité, et l'autre, un minimum de 3 ans d'expérience en génie civil.
- De plus, pour être inscrit dans les spécialités «génie maritime» et «génie routier» et au niveau 2 ou 3 de la spécialité «génie civil du bâtiment», un fournisseur doit être titulaire d'un certificat d'enregistrement délivré par un registraire accrédité par le Conseil canadien des normes ou par un organisme d'accréditation reconnu par celui-ci, selon lequel il possède un système qualité qui couvre le domaine visé par la spécialité en cause et qui est conforme à la norme ISO-9001.

D. 1169-93, a. 121; D. 821-99, a. 1.

122. Pour être inscrit au niveau 1, 2 ou 3, dans l'une ou l'autre des spécialités «génie de barrage de niveau complexe, ingénierie des ponts», un fournisseur doit être titulaire d'un certificat d'enregistrement délivré par un registraire accrédité par le Conseil canadien des normes ou par un organisme d'accréditation reconnu par celui-ci, à l'effet qu'il possède un système qualité couvrant le domaine visé par la spécialité en cause, conforme à la norme ISO 9001.

D. 1169-93, a. 122; D. 236-96, a. 17.

123. Abrogé.

D. 1169-93, a. 123; D. 236-96, a. 18.

124. Pour être inscrit dans la spécialité «génie mécanique et électrique du bâtiment», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

- 1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service 1 ingénieur possédant au moins 6 ans d'expérience dans la spécialité ou 2 ingénieurs qui ont accumulé conjointement au moins 6 ans d'expérience dans la spécialité. De plus, cette expérience doit comprendre au moins 2 ans en génie mécanique du bâtiment et 2 ans en génie électrique du bâtiment, chacune de ces expériences minimales ne pouvant être obtenue en additionnant l'expérience de 2 personnes;
- 2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 2 ingénieurs qui ont accumulé conjointement au moins 10 ans d'expérience dans la spécialité, dont l'un possède un minimum de 3 ans d'expérience en génie mécanique du bâtiment, et l'autre, un minimum de 3 ans en génie électrique du bâtiment;
- 3° pour le niveau 3, il doit avoir à son service au moins 2 ingénieurs qui ont accumulé conjointement au moins 16 ans d'expérience dans la spécialité, dont l'un possède un minimum de 5 ans d'expérience en génie mécanique du bâtiment, et l'autre, un minimum de 5 ans en génie électrique du bâtiment.

De plus, pour être inscrit au niveau 2 ou 3, un fournisseur doit être titulaire d'un certificat d'enregistrement délivré par un registraire accrédité par le Conseil canadien des normes ou par un organisme d'accréditation reconnu par celui-ci, selon lequel il possède un système qualité qui couvre le domaine visé par la spécialité et qui est conforme à la norme ISO 9001.

D. 1169-93, a. 124; D. 821-99, a. 2.

125. Pour être inscrit dans la spécialité «architecture», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 1 architecte possédant un minimum de 2,5 ans d'expérience dans la spécialité;

2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 1 architecte possédant un minimum de 4,5 ans d'expérience dans la spécialité et 1 autre architecte ou, à défaut, 1 technicien possédant un minimum de 5 ans d'expérience dans la spécialité;

3° pour le niveau 3, il doit avoir à son service au moins 2 architectes, dont l'un possède un minimum de 7,5 ans d'expérience dans la spécialité.

D. 1169-93, a. 125.

126. Pour être inscrit au niveau 1, 2 ou 3, dans l'une ou l'autre des spécialités prévues dans la catégorie «ingénierie des sols et des matériaux», un fournisseur doit être titulaire d'un certificat d'enregistrement délivré par un registraire accrédité par le Conseil canadien des normes ou par un organisme d'accréditation reconnu par celui-ci, à l'effet qu'il possède un système qualité couvrant le domaine visé par la spécialité en cause, conforme à la norme ISO 9002.

D. 1169-93, a. 126; D. 236-96, a. 19.

127. Abrogé.

D. 1169-93, a. 127; D. 236-96, a. 20.

128. Abrogé.

D. 1169-93, a. 128; D. 236-96, a. 20.

129. Abrogé.

D. 1169-93, a. 129; D. 236-96, a. 20.

130. Abrogé.

D. 1169-93, a. 130; D. 236-96, a. 20.

131. Abrogé.

D. 1169-93, a. 131; D. 236-96, a. 20.

132. Abrogé.

D. 1169-93, a. 132; D. 236-96, a. 20.

133. Abrogé.

D. 1169-93, a. 133; D. 236-96, a. 20.

134. Pour être inscrit dans l'une ou l'autre des spécialités prévues dans la catégorie «arpentage», à l'exclusion des spécialités «levés géodésiques terrestres» et «localisation par satellites», un fournisseur doit disposer de l'équipement nécessaire à la réalisation des travaux et satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 1 arpenteur-géomètre possédant un minimum de 2 ans d'expérience dans la spécialité;

2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 1 arpenteur-géomètre possédant un minimum de 4 ans d'expérience dans la spécialité;

3° pour le niveau 3, il doit avoir à son service au moins 1 arpenteur-géomètre possédant un minimum de 6 ans d'expérience dans la spécialité.

D. 1169-93, a. 134.

135. Un fournisseur qui satisfait aux conditions d'inscription dans la spécialité «arpentage foncier» peut, à sa demande, être inscrit dans la spécialité «rénovation et révision cadastrale» et réciproquement.

D. 1169-93, a. 135.

136. Pour être inscrit dans la spécialité «levés géodésiques terrestres», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 1 arpenteur-géomètre possédant un minimum de 2 ans d'expérience en arpentage;

2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 1 arpenteur-géomètre possédant un minimum de 4 ans d'expérience en arpentage, dont 6 mois d'expérience en levés géodésiques terrestres;
3° pour le niveau 3, il doit avoir à son service au moins 1 arpenteur-géomètre possédant un minimum de 6 ans d'expérience en arpentage, dont 6 mois d'expérience en levés géodésiques terrestres.
D. 1169-93, a. 136.

137. Pour être inscrit dans la spécialité «localisation par satellites», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 1 arpenteur-géomètre possédant un minimum de 2 ans d'expérience en arpentage;
2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 1 arpenteur-géomètre possédant un minimum de 4 ans d'expérience en arpentage, dont 3 mois d'expérience en localisation par satellites;
3° pour le niveau 3, il doit avoir à son service au moins 1 arpenteur-géomètre possédant un minimum de 6 ans d'expérience en arpentage, dont 3 mois d'expérience en localisation par satellites.
D. 1169-93, a. 137.

138. Pour être inscrit dans la spécialité «cartographie à moyenne échelle», un fournisseur, en plus des exigences mentionnées à l'article 134, doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° être propriétaire ou locataire à long terme d'un stéréorestituteur de 2^e ordre ou d'un système d'imagerie électronique de précision équivalente;
2° réussir le test de qualification du ministère des Ressources naturelles consistant en la réalisation complète d'une partie d'un feuillet cartographique à moyenne échelle, lesquels travaux doivent respecter les «Normes de production cartographique numérique à l'échelle 1:20 000» du ministère des Ressources naturelles et être réalisés à l'intérieur d'une période de 6 semaines;
3° ne pas avoir échoué le test ci-haut mentionné au cours des 12 mois précédant sa demande d'inscription.
D. 1169-93, a. 138; D. 236-96, a. 21.

139. Pour être inscrit dans la spécialité «cartographie à grande échelle», un fournisseur, en plus des exigences mentionnées à l'article 134, doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° être propriétaire ou locataire à long terme d'un stéréorestituteur de 1 1/2 ordre ou d'un système d'imagerie électronique de précision équivalente;
2° réussir le test de qualification du ministère des Ressources naturelles consistant en la réalisation complète d'un feuillet cartographique à grande échelle, lesquels travaux doivent respecter les «Normes de production cartographique numérique à grande échelle» du ministère des Ressources naturelles et être réalisés à l'intérieur d'une période de 6 semaines;
3° ne pas avoir échoué le test ci-haut mentionné au cours des 12 mois précédant sa demande d'inscription.
D. 1169-93, a. 139; D. 236-96, a. 21.

140. Pour être inscrit dans la spécialité «architecture du paysage», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service 1 professionnel possédant un minimum de 5 ans d'expérience dans la spécialité et acquise après l'obtention d'un baccalauréat en architecture du paysage;
2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service 2 professionnels, dont l'un possède un minimum de 7 ans d'expérience dans la spécialité, et l'autre un minimum de 4 ans d'expérience dans la spécialité; ces années d'expérience doivent avoir été acquises après l'obtention d'un baccalauréat en architecture du paysage;
3° supprimé.
D. 1169-93, a. 140; D. 783-95, a. 9.

141. Malgré l'exigence de détenir un baccalauréat en architecture du paysage, un professionnel qui détenait, avant le 1^{er} février 1974, le titre d'architecte paysagiste et qui rencontre les exigences relatives à l'expérience, peut s'inscrire à la spécialité «architecture du paysage».

D. 1169-93, a. 141.

142. Pour être inscrit dans l'une ou l'autre des spécialités prévues dans la catégorie «biologie», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 1 professionnel possédant un minimum de 2 ans

d'expérience dans la spécialité, acquise après l'obtention d'un baccalauréat en biologie;
2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 2 professionnels détenant un baccalauréat en biologie ou l'équivalent. L'un d'eux doit, de plus, posséder un minimum de 5 ans d'expérience dans la spécialité, acquise après l'obtention d'un baccalauréat en biologie;

3° supprimé.

D. 1169-93, a. 142; D. 783-95, a. 9.

143. Pour être inscrit au niveau 1 ou 2, dans l'une ou l'autre des spécialités «analyse microbiologique», «analyse chimique inorganique», «analyse chimique organique», un fournisseur doit être titulaire d'une accréditation basée sur le Guide ISO/CEI 25, délivrée par le ministre de l'Environnement et de la Faune, dans au moins un domaine d'accréditation de la spécialité concernée. Il doit, de plus, oeuvrer dans la spécialité pour laquelle il s'inscrit et avoir à son emploi le personnel requis à cette fin.

D. 1169-93, a. 143; D. 783-95, a. 9; D. 236-96, a. 22; D. 1498-96, a. 5.

144. Abrogé.

D. 1169-93, a. 144; D. 783-95, a. 9; D. 236-96, a. 22; D. 1498-96, a. 6.

145. Un fournisseur qui satisfait aux conditions d'inscription des spécialités «analyse chimique inorganique» et «analyse chimique organique» peut, à sa demande, être inscrit dans la spécialité «analyse chimique inorganique et organique».

D. 1169-93, a. 145.

146. Pour être inscrit au niveau 1 ou 2, dans la spécialité «caractérisation des lieux potentiellement contaminés», un fournisseur doit être titulaire d'un certificat d'enregistrement délivré par un registraire accrédité par le Conseil canadien des normes ou par un organisme d'accréditation reconnu par celui-ci, à l'effet qu'il possède un système qualité couvrant le domaine visé par la spécialité en cause, conforme à la norme ISO 9002.

D. 1169-93, a. 146; D. 783-95, a. 9; D. 1498-96, a. 7.

147. Pour être inscrit au niveau 1 ou 2, dans la spécialité «restauration des lieux contaminés», un fournisseur doit être titulaire d'un certificat d'enregistrement délivré par un registraire accrédité par le Conseil canadien des normes ou par un organisme d'accréditation reconnu par celui-ci, à l'effet qu'il possède un système qualité couvrant le domaine visé par la spécialité en cause, conforme à la norme ISO 9001.

D. 1169-93, a. 147; D. 783-95, a. 10; D. 1498-96, a. 7.

148. Abrogé.

D. 1169-93, a. 148; D. 1498-96, a. 8.

149. Pour être inscrit dans la spécialité «étude d'impact en environnement», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 2 professionnels détenant un baccalauréat universitaire ou l'équivalent et possédant chacun un minimum de 3 ans d'expérience dans la spécialité, acquise après l'obtention du baccalauréat;

2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 3 professionnels détenant un baccalauréat universitaire ou l'équivalent dans au moins 2 disciplines différentes: l'un d'eux doit posséder un minimum de 5 ans d'expérience dans la spécialité et les 2 autres doivent posséder chacun un minimum de 3 ans d'expérience dans la spécialité, acquise après l'obtention du baccalauréat;

3° supprimé.

De plus, un fournisseur doit être titulaire d'un certificat d'enregistrement délivré par un registraire accrédité par le Conseil canadien des normes ou par un organisme d'accréditation reconnu par celui-ci, selon lequel il possède un système qualité qui couvre le domaine visé par la spécialité et qui est conforme à la norme ISO 9001.

D. 1169-93, a. 149; D. 783-95, a. 11; D. 821-99, a. 3.

150. Pour être inscrit dans les autres spécialités reliées au groupe «construction et sciences physiques», à l'exclusion des spécialités «conseiller en prévention des incendies», «conseiller en protection des bâtiments, des biens et des personnes» et «analyse de la valeur de projets de construction», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 1 professionnel possédant un minimum de 2 ans d'expérience dans la spécialité et acquise après l'obtention d'un baccalauréat universitaire ou l'équivalent;
2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 1 professionnel possédant un minimum de 3 ans d'expérience dans la spécialité et acquise après l'obtention d'un baccalauréat universitaire ou l'équivalent;
3° supprimé.

De plus, pour être inscrit au niveau 2 de la spécialité «système d'entretien préventif», un fournisseur doit être titulaire d'un certificat d'enregistrement délivré par un registraire accrédité par le Conseil canadien des normes ou par un organisme d'accréditation reconnu par celui-ci, selon lequel il possède un système qualité qui couvre le domaine visé par la spécialité en cause et qui est conforme à la norme ISO 9002.

D. 1169-93, a. 150; D. 783-95, a. 11; D. 236-96, a. 23; D. 821-99, a. 4.

151. Pour être inscrit dans la spécialité «conseiller en prévention des incendies», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° posséder 1 an d'expérience dans la spécialité acquise à l'égard d'édifices publics et avoir à son service au moins 1 professionnel possédant un minimum de 4 ans d'expérience se rapportant au domaine du diagnostic et de la prescription de mesures de prévention d'incendie et mesures d'urgence à l'égard d'édifices publics et acquise après l'obtention d'un baccalauréat universitaire ou l'équivalent;

2° avoir en plus à son service, pour le niveau 1, un technicien ou un professionnel et pour le niveau 2, deux techniciens ou deux professionnels;

3° ne pas être associé à la fabrication ou à la vente de systèmes reliés à la prévention des incendies ou à un fournisseur de services d'agents de sécurité.

D. 1169-93, a. 151; D. 783-95, a. 12.

152. Pour être inscrit dans la spécialité «conseiller en protection des bâtiments, des biens et des personnes» un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° posséder 1 an d'expérience dans la spécialité acquise à l'égard d'édifices publics et avoir à son service au moins 1 professionnel possédant un minimum de 4 ans d'expérience en matière de diagnostic et de prescription de mesures de sécurité physiques et internes à l'égard d'édifices publics et acquise après l'obtention d'un baccalauréat universitaire ou l'équivalent;

2° avoir en plus à son service, pour le niveau 1, un technicien ou un professionnel et pour le niveau 2, deux techniciens ou deux professionnels;

3° ne pas être associé à la fabrication ou à la vente de systèmes reliés à la sécurité ou à un fournisseur de services d'agents de sécurité.

D. 1169-93, a. 152; D. 783-95, a. 13.

153. Abrogé.

D. 1169-93, a. 153; D. 783-95, a. 14.

154. Pour être inscrit aux niveaux 1 et 2 dans la spécialité «analyse de la valeur de projets de construction», un fournisseur doit avoir à son service au moins un ingénieur ou un architecte possédant un minimum de huit ans d'expérience dans le domaine de la construction et détenant le titre de «Associate Value Specialist» ou le titre de «Certified Value Specialist» de la Society of American Value Engineers.

D. 1169-93, a. 154; D. 783-95, a. 15.

155. Malgré les dispositions de l'article 154, pour être inscrit dans la spécialité «analyse de la valeur de projets de construction», un fournisseur devra, à compter du 1^{er} avril 1997, avoir à son service au moins 1 ingénieur ou 1 architecte possédant un minimum de 8 ans d'expérience dans le domaine de la construction et détenant le titre de «Certified Value Specialist» de la Society of American Value Engineers.

D. 1169-93, a. 155.

156. Abrogé.

D. 1169-93, a. 156; D. 783-95, a. 16; D. 236-96, a. 24.

157. Aux fins de l'application des articles 120, 121, 124, 125, 134, 136 à 139, l'expérience requise est celle obtenue après l'obtention du plein droit d'exercice.

D. 1169-93, a. 157; D. 783-95, a. 17; D. 236-96, a. 25.

158. Pour être inscrit dans l'une ou l'autre des spécialités prévues dans le groupe «conseiller en administration», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 1 professionnel possédant un minimum de 5 ans d'expérience reliée à la spécialité;

2° pour le niveau 2, à l'exception des spécialités «évaluation de programmes, sondage d'opinion quantitatif, sondage d'opinion qualitatif», il doit avoir à son service au moins 2 professionnels, dont l'un possède un minimum de 5 ans d'expérience en consultation reliée à la spécialité, et l'autre, un minimum de 3 ans d'expérience en consultation reliée à la spécialité;

3° pour le niveau 2, dans les spécialités «évaluation de programmes, sondage d'opinion quantitatif, sondage d'opinion qualitatif», il doit avoir à son service au moins 2 professionnels, dont l'un possède un minimum de 5 ans d'expérience reliée à la spécialité, et l'autre, un minimum de 3 ans d'expérience reliée à la spécialité;

4° pour le niveau 3, dans la spécialité «vérification comptable», il doit avoir à son service au moins trois professionnels, dont l'un possède un minimum de huit ans d'expérience en consultation reliée à la spécialité, le second, un minimum de cinq ans d'expérience en consultation reliée à la spécialité, et le troisième, un minimum de trois ans d'expérience en consultation reliée à la spécialité;

5° supprimé.

D. 1169-93, a. 158; D. 783-95, a. 18.

159. Pour être inscrit dans la spécialité «vérification comptable», en plus de satisfaire aux conditions prévues à chacun des niveaux, un des professionnels qualifiant un fournisseur doit être membre de l'Ordre des comptables agréés du Québec ou être titulaire d'un permis visé aux articles 30 et 31 de la Loi sur les comptables agréés (L.R.Q., c. C-48) ou être une personne visée aux articles 39 ou 40 de cette loi.

D. 1169-93, a. 159; L.Q., 1997, c. 43, a. 875.

160. Pour être inscrit dans la spécialité «actuariat», en plus de satisfaire aux conditions prévues à chacun des niveaux, un des professionnels qualifiant le fournisseur doit être membre à titre de «Fellow» de l'Institut canadien des actuaires.

D. 1169-93, a. 160.

161. Pour être inscrit dans la spécialité «sondage d'opinion quantitatif», un fournisseur doit également satisfaire aux conditions suivantes:

1° il doit avoir à son service un minimum de 6 ressources permanentes, y compris les professionnels requis pour le qualifier;

2° il doit offrir les services de conception, de cueillette et d'analyse des données.

D. 1169-93, a. 161.

162. Pour être inscrit dans l'une ou l'autre des spécialités prévues dans la catégorie «informatique», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins un professionnel possédant un minimum de 3 ans d'expérience dans la spécialité;

2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 2 professionnels, dont l'un doit posséder un minimum de 5 ans d'expérience en informatique dont au moins 3 ans dans la spécialité, tandis que l'autre doit posséder un minimum de 3 ans d'expérience en informatique dont au moins 2 ans dans la spécialité;

3° supprimé;

4° supprimé.

D. 1169-93, a. 162; D. 1107-94, a. 25; D. 783-95, a. 19.

163. Malgré l'article 162, un fournisseur qui satisfait aux conditions d'inscription dans la spécialité «réalisation de systèmes» peut, à sa demande, être inscrit dans la spécialité «entretien de systèmes» et réciproquement

D. 1169-93, a. 163.

164. Pour être inscrit dans la spécialité «développement de systèmes d'information à référence spatiale», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir à son service au moins 1 professionnel possédant un minimum de 3 ans d'expérience dont 2 ans dans la spécialité; de plus, ce professionnel ou un autre doit posséder un minimum de 3 ans

d'expérience en informatique;

2° pour le niveau 2, il doit avoir à son service au moins 2 professionnels, dont l'un doit posséder un minimum de 5 ans d'expérience dont au moins 3 ans dans la spécialité, tandis que l'autre doit posséder un minimum de 3 ans d'expérience dont au moins 2 ans dans la spécialité; de plus, l'un de ces professionnels ou un autre doit posséder un minimum de 5 ans d'expérience en informatique;

3° supprimé.

D. 1169-93, a. 164; D. 783-95, a. 19.

165. Pour être inscrit dans la spécialité «campagne de publicité», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1:

a) posséder les accréditations de «l'Association canadienne des radiodiffuseurs» (ACR) et «l'Association canadienne des journeaux», ou déposer un protocole signé avec un fournisseur spécialisé ayant un établissement au Québec et détenant ces accréditations, par lequel il s'engage, si le fournisseur inscrit obtient un contrat, à effectuer le placement média lorsque requis;

b) avoir à son service au moins 3 professionnels ayant accumulé conjointement un minimum de 15 années d'expérience reliée à la spécialité;

2° pour le niveau 2:

a) avoir réalisé au Québec, dans les 12 mois précédant la demande d'inscription, des activités dans la spécialité qui correspondent à des revenus bruts minimums de 600 000 \$ en honoraires et commissions;

b) satisfaire aux exigences prévues au sous-paragraphe a du paragraphe 1° du présent article;

c) avoir à son service au moins 5 professionnels ayant accumulé conjointement un minimum de 25 années d'expérience reliée à la spécialité.

D. 1169-93, a. 165; D. 1107-94, a. 26; D. 236-96, a. 26; D. 523-98, a. 5.

166. Pour être inscrit dans la spécialité «services conseils en relations publiques», un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1:

a) avoir réalisé au Québec, dans les 12 mois précédant la demande d'inscription, des activités correspondant à une facturation minimale de 75 000 \$ en honoraires;

b) avoir à son service 1 professionnel possédant un minimum de 10 années d'expérience reliée à la spécialité ou 2 professionnels ayant accumulé conjointement un minimum de 15 ans d'expérience reliée à la spécialité;

2° pour le niveau 2:

a) avoir réalisé au Québec, dans les 12 mois précédant la demande d'inscription, des activités correspondant à une facturation minimale de 500 000 \$ en honoraires;

b) avoir à son service 3 professionnels ayant accumulé conjointement un minimum de 20 ans d'expérience reliée à la spécialité;

3° pour le niveau 3:

a) avoir réalisé au Québec, dans les 12 mois précédant la demande d'inscription, des activités correspondant à une facturation minimale de 1 000 000 \$ en honoraires;

b) avoir à son service 6 professionnels ayant accumulé conjointement un minimum de 30 ans d'expérience reliée à la spécialité.

D. 1169-93, a. 166.

167. Abrogé.

D. 1169-93, a. 167; D. 783-95, a. 19; D. 236-96, a. 27.

168. Abrogé.

D. 1169-93, a. 168; D. 236-96, a. 27.

169. Abrogé.

D. 1169-93, a. 169; D. 783-95, a. 20; D. 236-96, a. 27.

170. Abrogé.

D. 1169-93, a. 170; D. 783-95, a. 21; D. 236-96, a. 27.

171. Abrogé.

D. 1169-93, a. 171; D. 236-96, a. 27.

172. Abrogé.

D. 1169-93, a. 172; D. 783-95, a. 21; D. 236-96, a. 27.

173. Abrogé.

D. 1169-93, a. 173; D. 783-95, a. 21; D. 236-96, a. 27.

174. Aux fins des articles 120, 121, 124, 125, 134, 136, 137, 140, 142 à 144, 146, 147, 149 à 152, 154, 155, 158 à 162 et 164 à 166, l'expérience acquise par le professionnel ou la personne travaillant à son propre compte ou en société peut être utilisée aux fins de qualification du fournisseur.

D. 1169-93, a. 174; D. 783-95, a. 22; D. 236-96, a. 28.

§ 3. Conditions spécifiques aux services auxiliaires

175. Pour être inscrit en services auxiliaires, un fournisseur doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° disposer, le cas échéant, des équipements nécessaires à la réalisation des travaux;

2° à l'exception des services reliés à la sécurité et au nolisement d'aéronefs, posséder 1 an d'expérience dans la spécialité ou 3 ans d'expérience s'il s'agit de services d'entretien d'équipements.

D. 1169-93, a. 175.

176. Pour être inscrit dans la spécialité «services de traitement des eaux et des huiles lourdes des systèmes de chauffage, de refroidissement et d'humidification», un fournisseur, en plus des conditions mentionnées à l'article 175, doit être qualifié par une ressource permanente possédant 5 ans d'expérience reliée au domaine du diagnostic et de la prescription de produits pour prévenir la corrosion, l'entartrage, la formation de dépôts et d'autres problèmes dans les systèmes de chauffage, de refroidissement et d'humidification.

D. 1169-93, a. 176.

177. Abrogé.

D. 1169-93, a. 177; D. 783-95, a. 23; D. 236-96, a. 27.

178. Pour être inscrit dans l'une ou l'autre des spécialités «dessin cartographique, traitement photomécanique spécialisé», un fournisseur, en plus des conditions mentionnées à l'article 175, doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° pour le niveau 1, il doit avoir réalisé au Québec, au cours d'une période n'excédant pas 36 mois avant la demande d'inscription, des activités correspondant à une facturation d'au moins 10 000 \$ dans la spécialité;

2° pour le niveau 2, il doit avoir réalisé au Québec, au cours d'une période n'excédant pas 36 mois avant la demande d'inscription, des activités correspondant à une facturation d'au moins 30 000 \$ dans la spécialité;

3° supprimé.

D. 1169-93, a. 178; D. 783-95, a. 23.

179. Pour être inscrit dans l'une ou l'autre des spécialités prévues dans le groupe «nolisement d'aéronefs», un fournisseur, en plus des conditions mentionnées à l'article 175, doit satisfaire aux conditions suivantes:

1° être propriétaire ou locataire d'un appareil immatriculé à son nom et correspondant à la spécialité;

2° avoir son principal établissement au Québec;

3° avoir un établissement dans la région d'inscription;

4° détenir le certificat d'exploitation émis par le ministère des Transports du Canada et la licence délivrée par l'Office national des Transports, sauf dans les cas où seul le certificat d'exploitation est requis;

5° avoir fourni une copie à jour de son manuel des conditions de transport, des règles et des taux, tel que publié;

6° détenir les assurances requises par le «Règlement concernant les transports aériens» de l'Office national des Transports et le «Règlement de l'Air» de Transport Canada (C.R.C., 1978, c. II).

D. 1169-93, a. 179; L.Q., 1997, c. 43, a. 875.

CHAPITRE IX SANCTIONS

SECTION 1

SANCTIONS RELIÉES AU FICHIER

180. L'inscription d'un fournisseur est annulée dès que l'une des situations suivantes est constatée par le ministre:

1° le fournisseur a fait faillite;

2° il ne peut être rejoint aux coordonnées qu'il a fournies;

3° il a cessé ses activités;

4° il ne satisfait plus à l'une ou l'autre des conditions mentionnées à la section 3 du chapitre VIII.

D. 1169-93, a. 180; D. 236-96, a. 10.

181. Lorsqu'on constate qu'un fournisseur a fait une fausse déclaration à l'inscription, il est radié du fichier dans la spécialité visée et il ne peut présenter une nouvelle demande d'inscription dans cette spécialité avant l'expiration d'un délai de 2 ans à compter de la date de la radiation.

D. 1169-93, a. 181.

182. Tout fournisseur dont le nom a été transmis à partir du fichier est passible, en cas de manquement aux dispositions des articles 183, 187 et 188, des mesures de sanction qui y sont prévues.

D. 1169-93, a. 182; D. 236-96, a. 29.

183. Tout fournisseur qui fait une fausse déclaration lors de la présentation d'une offre de services est radié du fichier dans la spécialité visée et il ne peut s'y réinscrire avant l'expiration d'une période de 2 ans à compter de la date de la radiation.

D. 1169-93, a. 183.

184. Abrogé.

D. 1169-93, a. 184; D. 236-96, a. 30.

185. Abrogé.

D. 1169-93, a. 185; D. 236-96, a. 30.

186. Abrogé.

D. 1169-93, a. 186; D. 236-96, a. 30.

187. Tout fournisseur qui, après l'ouverture des offres, se désiste ou refuse un contrat est radié du fichier dans la spécialité visée et ne peut s'y réinscrire avant l'expiration d'une période de 2 ans à compter de la date de la radiation.

D. 1169-93, a. 187; D. 236-96, a. 31.

188. Tout fournisseur, qui obtient 2 rapports de rendement insatisfaisant dans la même spécialité à l'intérieur d'une période de 3 ans, est radié du fichier dans cette spécialité et ne peut s'y réinscrire avant l'expiration d'une période de 2 ans à compter de la date de la radiation.

D. 1169-93, a. 188.

SECTION 2

PROCÉDURE DE RÉVISION

189. Toute mesure de sanction doit être précédée d'un préavis écrit de 15 jours au fournisseurs. Ce préavis contient les motifs justifiant l'application d'une telle mesure. Toutefois, un tel préavis n'est pas requis pour une mesure de sanction prévue aux articles 180 et 188 si le fournisseur est déjà informé des faits justifiant l'application de cette mesure.

D. 1169-93, a. 189; D. 236-96, a. 32.

190. Pendant ce délai de 15 jours, le fournisseur peut s'adresser par écrit au ministre et faire valoir les motifs pour lesquels la sanction ne devrait pas être appliquée.

D. 1169-93, a. 190; D. 236-96, a. 33.

191. Au terme du délai prévu à l'article 189 ou dans un délai de 15 jours suivant la communication prévue à l'article 190, le ministre, après examen du dossier du fournisseur, annule ou maintient la sanction qui doit être appliquée et en avise le fournisseur par écrit.
D. 1169-93, a. 191; D. 236-96, a. 33.

SECTION 3 SUSPENSION DES PROCÉDURES

192. Dès qu'il est informé qu'un fournisseur est radié du fichier, le ministère ou l'organisme doit suspendre toute procédure entamée avec lui en vue de la conclusion ou du renouvellement d'un contrat dans la spécialité concernée.
D. 1169-93, a. 192; D. 236-96, a. 34.

CHAPITRE X DISPOSITIONS FINALES

193. Le fichier des fournisseurs de biens et de services du gouvernement institué au ministère des Approvisionnements et Services est désormais désigné sous le nom de fichier des fournisseurs du gouvernement.
D. 1169-93, a. 193; D. 523-98, a. 7.

194. Toute spécialité prévue au fichier des fournisseurs de services du gouvernement continue d'exister jusqu'à ce qu'elle soit remplacée ou modifiée, conformément au présent règlement. Tout fournisseur inscrit à ce fichier selon une telle spécialité y demeure inscrit jusqu'au remplacement ou à la modification de cette spécialité en vertu du présent règlement.
D. 1169-93, a. 194.

195. Tout fournisseur inscrit au fichier des fournisseurs de services du gouvernement, le 15 septembre 1993, selon une spécialité prévue au Règlement sur les contrats de services du gouvernement est inscrit au fichier des fournisseurs de biens et de services du gouvernement prévu au présent règlement selon la même spécialité lorsqu'une telle spécialité y a été prévue. Ce fournisseur demeure inscrit selon cette spécialité jusqu'à ce qu'il soit radié ou que son inscription soit annulée conformément au présent règlement.
D. 1169-93, a. 195.

196. Tout fournisseur inscrit au répertoire prévu à la Directive 9-79 du Conseil du trésor concernant les contrats de services reliés au nolisement d'un aéronef, adoptée par le C.T. 119202 du 15 mai 1979 et modifiée par le C.T. 147533 du 29 novembre 1983 et le C.T. 169191 du 15 novembre 1988, le 15 septembre 1993, est inscrit au fichier des fournisseurs de biens et de services du gouvernement selon une ou plusieurs des spécialités qui y sont prévues, compte tenu de la classification de ce fournisseur en vertu de cette directive. Ce fournisseur demeure inscrit jusqu'à ce qu'il soit radié ou que son inscription soit annulée conformément au présent règlement.
D. 1169-93, a. 196.

197. Malgré les articles 194 et 195, pour les spécialistes «pose de rideaux, tentures et stores», «entrepreneurs paysagistes» et «concassage de gravier», les fournisseurs inscrits aux niveaux existant au fichier prévu à la Directive 1-79 du Conseil du trésor concernant certaines modalités d'application du Règlement sur les contrats de construction du gouvernement (c. A-6, r. 7), le 15 septembre 1993, sont inscrits au fichier des fournisseurs de biens et de services du gouvernement au niveau 1 pour les fournisseurs du niveau 1 et aux niveaux 2 et 3 pour les fournisseurs du niveau 2.
D. 1169-93, a. 197.

198. Les procédures d'adjudication d'un contrat entamées avant l'entrée en vigueur du présent règlement (93-09-16) se poursuivent selon les dispositions en vigueur au début des procédures d'adjudication.
D. 1169-93, a. 198.

199. Tout contrat en cours au moment de l'entrée en vigueur du présent règlement (93-09-16) est continué et poursuivi conformément aux dispositions du présent règlement, à moins qu'il n'y ait incompatibilité avec une disposition du contrat en cours, auquel cas cette dernière prévaut.

D. 1169-93, a. 199.

200. Sous réserve de l'article 201, et à l'exception des dispositions remplacées par le Règlement cadre sur les conditions des contrats des ministères et des organismes publics, le présent règlement remplace:

1° le Règlement sur les contrats de services du gouvernement (D. 1500-88 [A-6, r. 8.01]), sauf en ce qui concerne les articles 1, 4, 5, 96, 97, 99 et 107 qui demeurent en vigueur en tant qu'ils visent les contrats de services bancaires et les contrats de services juridiques;

2° omis.

D. 1169-93, a. 200.

201. Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur le 16 septembre 1993, sauf:

1° celles qui concernent la spécialité «ingénierie des ponts» de l'article 98, les articles 122, 123, 134, 136 à 139, 151 à 156, l'article 2 de l'annexe 7 et l'article 9 de l'annexe 8 qui entreront en vigueur le 30 novembre 1993;

2° celles qui concernent la catégorie «géomatique» et les spécialités «analyse microbiologique, analyse chimique inorganique, analyse chimique organique, analyse chimique inorganique et organique» du paragraphe 1 de l'article 26, le niveau 4 de la catégorie «informatique» du paragraphe 2 de l'article 26, l'article 94, celles qui concernent la spécialité «analyse microbiologique» de l'article 98 et la spécialité «étude d'impact en environnement» du paragraphe 1 de l'article 98, les articles 143 à 149 et 162 à 164 qui entreront en vigueur le 9 janvier 1994;

3° l'article 120 qui entrera en vigueur le 8 février 1994;

4° les articles 140, 141 à 171 qui entreront en vigueur le 23 février 1994;

5° celles qui concernent la catégorie «biologie» de l'article 98 et l'article 142 qui entreront en vigueur le 10 mars 1994.

D. 1169-93, a. 201.

202. Malgré les articles 1 et 201, le présent règlement est applicable à compter du 1^{er} novembre 1993 à un organisme public visé au paragraphe 3 de l'article 7.1 de la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services (L.R.Q., c. M-23.01).

D. 1169-93, a. 202.

ANNEXE 1

(a. 44)

ÉVALUATION DES PROPOSITIONS AVEC PRIX

SECTION 1

GRILLE D'ÉVALUATION

1. Le comité de sélection évalue les propositions en utilisant la grille d'évaluation élaborée par le ministère ou l'organisme, laquelle doit comprendre les 2 critères obligatoires ci-après mentionnés ainsi qu'un minimum de 2 critères parmi les critères ci-après suggérés.

La grille doit cependant comprendre un minimum de 5 critères au total.

A. CRITÈRES OBLIGATOIRES

1° Expérience du chargé de projet: Évaluation de l'expérience du coordonnateur du projet, de son expertise dans le type de projet concerné et dans des projets similaires en considérant notamment la complexité et l'envergure de ces derniers et sa contribution spécifique dans ces projets;

2° Approche préconisée: Évaluation de la méthodologie en considérant notamment l'originalité et la qualité de la solution proposée en fonction des objectifs du projet.

B. CRITÈRES SUGGÉRÉS

1° Organisation du projet: Évaluation de l'organisation et de l'agencement des ressources humaines affectées au projet dont le fournisseur dispose pour sa réalisation;

2° Expérience du fournisseur: Évaluation de l'expérience pertinente du fournisseur dans le domaine spécifique du contrat à adjuger et dans des projets similaires réalisés;

3° Expérience et pertinence de l'équipe proposée: Évaluation de la pertinence de l'équipe proposée par le fournisseur et de l'expérience des professionnels et des autres membres de cette équipe dans le domaine spécifique ou dans un domaine comparable à celui du contrat à adjuger;

4° Capacité de relève: Évaluation de l'expérience des ressources que le fournisseur est en mesure de présenter en remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'équipe proposée;

5° Assurance-qualité: Évaluation des mécanismes mis en place par le fournisseur dans l'organisation du travail en vue de garantir la qualité des services attendus (ex.: certification ISO ou autres, plan qualité, contrôle des

résultats);

6° Préoccupations environnementales: Évaluation des actions proposées par le fournisseur en vue de maintenir et d'améliorer la qualité de l'environnement;

7° Supprimé.

2. Un ministère ou un organisme peut ajouter ses propres critères, à la condition qu'ils soient strictement associés à l'analyse de la proposition.

3. Le critère «proximité du lieu de réalisation des travaux» ne peut être ajouté par un ministère ou un organisme.

4. Le ministère ou l'organisme doit, pour chacun des critères retenus, fixer un taux de pondération, sauf pour les critères obligatoires «expérience du chargé de projet» où le taux de pondération doit être de 4 au minimum et «approche préconisée» où le taux de pondération est fixé à 5.

5. La pondération totale des critères doit être égale à 20, et aucun critère ne peut avoir une pondération supérieure à 5.

6. L'évaluation des critères doit être faite sans que l'offre de prix qui doit être présentée sous pli séparé ne soit connue des membres du comité de sélection.

7. L'évaluation doit se faire en fonction des besoins réels et pertinents à la réalisation du mandat; tout élément additionnel présenté par le fournisseur, en terme de ressources humaines ou matérielles, ne doit pas être considéré.

8. Le chargé de projet doit être une ressource permanente du fournisseur au moment de la présentation de l'offre de services, sauf lorsqu'il s'agit d'un contrat relié à la spécialité «rénovation et révision cadastrale», auquel cas le chargé de projet peut être une ressource externe au moment de la présentation de l'offre mais, le cas échéant, il doit devenir une ressource permanente du fournisseur pour la durée de la prestation de services.

Toutes les ressources affectées au projet doivent être domiciliées au Québec, sauf lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, auquel cas ces ressources doivent être domiciliées dans une province ou un territoire visé par cet accord.

SECTION 2

ATTRIBUTION DES POINTS

9. Chaque proposition est évaluée individuellement et chaque critère reçoit une note variant de 0 à 5.

10. Un fournisseur qui omet de fournir une information sur un critère donné, obtient la note 0.

11. Une proposition acceptable est une proposition qui atteint un minimum de 60 points lors de son évaluation.

12. Toutes les propositions acceptables sont retenues.

13. Le fournisseur dont la proposition est acceptable et qui a présenté l'offre de prix la plus basse se voit attribuer 100 points.

14. Les autres fournisseurs dont les propositions sont acceptables se voient retrancher du nombre de points prévu à l'article 13, un nombre de points correspondant au pourcentage d'écart entre leur prix et le prix de la plus basse offre, jusqu'à concurrence de 10 points; le fournisseur, dont l'offre de prix dépasse de plus de 10 points la plus basse offre, est éliminé.

15. Pour chacune des offres retenues, les points obtenus en regard de l'évaluation de la qualité et du prix soumis sont additionnés; le comité de sélection détermine le fournisseur qui a obtenu le plus haut pointage.

16. L'offre de prix d'une proposition non acceptable n'est pas considérée et l'enveloppe contenant ce prix doit être retournée non décachetée au fournisseur.

D. 1169-93, Ann. 1; D. 557-94, a. 3; D. 1107-94, a. 27; D. 236-96, a. 35.

ANNEXE 2

(a. 45)

ÉVALUATION DES CANDIDATURES SANS PRIX

SECTION 1

GRILLE D'ÉVALUATION

1. Le comité de sélection évalue les propositions en utilisant la grille d'évaluation élaborée par le ministère ou l'organisme, laquelle doit comprendre les 4 critères obligatoires ci-après mentionnés ainsi qu'un minimum de 6 critères au total.

A. CRITÈRES OBLIGATOIRES

1° La proximité du lieu de réalisation des travaux;

2° La valeur en honoraires;

3° Expérience du fournisseur: Évaluation de l'expérience pertinente du fournisseur dans le domaine spécifique du contrat à adjuger et dans des projets similaires réalisés;

4° Expérience du chargé de projet: Évaluation de l'expérience du coordonnateur du projet, de son expertise dans le type de projet concerné et dans des projets similaires en considérant notamment la complexité et l'envergure de ces

derniers et sa contribution spécifique dans ces projets.

B. CRITÈRES SUGGÉRÉS

1° Expérience et pertinence de l'équipe proposée: Évaluation de la pertinence de l'équipe proposée par le fournisseur et de l'expérience des professionnels et des autres membres de cette équipe dans le domaine spécifique ou dans un domaine comparable à celui du contrat à adjuger;

2° Capacité de relève: Évaluation de l'expérience des ressources que le fournisseur est en mesure de présenter en remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'équipe proposée;

3° Assurance-qualité: Évaluation des mécanismes mis en place par le fournisseur dans l'organisation du travail en vue de garantir la qualité des services attendus (ex.: certification ISO ou autres, plan qualité, contrôle des résultats);

4° Expérience du concepteur ou du comité de design: Évaluation de l'expérience du concepteur du projet ou des membres du comité de design, de leur expertise dans le type de projet concerné et dans des projets similaires.

2. Tenant compte de l'article 1, un ministère ou un organisme peut ajouter ses propres critères, à la condition qu'ils soient strictement associés à l'analyse des candidatures.

3. Malgré l'article 1, le critère obligatoire «proximité du lieu de réalisation des travaux» ne s'applique pas pour les spécialités «cartographie à moyenne échelle, cartographie à grande échelle».

4. Le ministère ou l'organisme doit, pour chacun des critères retenus, fixer un taux de pondération, sauf pour le critère obligatoire «proximité du lieu de réalisation des travaux» où le taux de pondération est fixé à 3.

5. La pondération totale des critères doit être égale à 20 et aucun critère ne peut avoir une pondération supérieure à 5.

6. La pondération attribuée aux critères obligatoires doit représenter au moins 50 % de la note totale.

7. L'évaluation doit se faire en fonction des besoins réels et pertinents à la réalisation du mandat; tout élément additionnel présenté par le fournisseur, en terme de ressources humaines ou matérielles, ne doit pas être considéré.

8. Le chargé de projet doit être une ressource permanente du fournisseur au moment de la présentation de l'offre de services et toutes les ressources affectées au projet doivent être domiciliées au Québec.

9. Lorsque le projet a fait l'objet d'une demande de noms auprès du fichier, le comité de sélection doit considérer, si le fournisseur le juge à propos et ce, en regard de l'évaluation des critères relatifs au personnel, les ressources extérieures à celles du fournisseur jusqu'à concurrence de 2 personnes ou de 25 % de l'ensemble du personnel affecté au projet.

SECTION 2

ATTRIBUTION DES POINTS

10. Pour le critère «proximité du lieu de réalisation des travaux», le comité accorde une note de 5 points au fournisseur dont l'établissement est dans la sous-région du lieu de réalisation des travaux, 3 points au fournisseur dont l'établissement est dans la région ou dans une sous-région limitrophe du lieu de réalisation des travaux, 1 point aux fournisseurs dont l'établissement est dans une région limitrophe du lieu de réalisation des travaux et aucun point aux autres fournisseurs. S'il s'agit de travaux de services professionnels devant être réalisés dans plusieurs sous-régions ou régions contiguës et touchant les spécialités visées à l'article 8 et au paragraphe 2 de l'article 9 de l'annexe 8, la sous-région ou région comprendra l'ensemble des sous-régions ou régions visées et mentionnées dans la demande de noms.

11. En ce qui concerne le critère «valeur en honoraires», le comité accorde la plus haute note au fournisseur qui a obtenu du ministère ou de l'organisme la moins grande valeur en honoraires dans la spécialité, au cours des 4 années précédant la tenue du comité de sélection.

12. Pour chaque critère, un pointage de 0 à 5 est accordé à chacun des fournisseurs.

13. Le fournisseur qui, par rapport aux autres et pour un critère donné, est évalué comme étant le meilleur, reçoit la note la plus élevée soit 5. Les autres sont classés par ordre relatif en termes d'évaluation et se voient allouer la note correspondante.

14. Un fournisseur qui, dans son offre, omet de fournir une information sur un critère donné, obtient la note 0.

15. Au terme de ces opérations, le comité de sélection détermine le fournisseur qui a obtenu le plus haut pointage.

D. 1169-93, Ann. 2; D. 236-96, a. 36.

ANNEXE 3

(a. 46)

ÉVALUATION DES SERVICES PROFESSIONNELS EN PUBLICITÉ

SECTION 1

ÉVALUATION DES CANDIDATURES SANS PRIX

§ 1. Grille d'évaluation

1. Le comité de sélection évalue les propositions en utilisant la grille d'évaluation des candidatures élaborée par le ministère ou l'organisme, laquelle doit comprendre les critères obligatoires ci-après mentionnés.

CRITÈRES OBLIGATOIRES

1° Expérience générale du fournisseur: Évaluation de l'expérience générale du fournisseur en considérant notamment la nature, la complexité et l'envergure des projets réalisés;

2° Supprimé;

3° Répartition de la facturation de l'agence: Évaluation de la répartition de la facturation de l'agence en considérant notamment sa pertinence par rapport à la campagne prévue;

4° Valeur des contrats octroyés, sauf si un accord intergouvernemental est applicable, auquel cas ce critère ne peut être utilisé: il s'agit de la valeur des contrats octroyés par le ministère et l'organisme dans la spécialité, au cours des 4 années précédant la tenue du comité de sélection;

5° Exposés sur des campagnes publicitaires réalisées: Évaluation à partir d'exposés écrits, d'ordre général, sur des campagnes publicitaires déjà réalisées où l'on retrouve les objectifs de la campagne, les concepts développés, la solution proposée, la clientèle et l'impact obtenu. Trois exposés au maximum doivent être présentés.

2. Un ministère ou un organisme peut ajouter ses propres critères, à la condition qu'ils soient strictement associés à l'analyse des candidatures.

3. Le ministère ou l'organisme doit, pour chacun des critères retenus, fixer un taux de pondération, sauf pour le critère «valeur des contrats octroyés» où le taux de pondération est fixé à 1, lorsque ce critère est utilisé.

4. La pondération totale des critères doit être égale à 20 et aucun critère ne peut avoir une pondération supérieur à

5. La pondération attribuée aux critères obligatoires doit représenter au moins 50 % de la note totale.

5. L'évaluation doit se faire en fonction des besoins réels et pertinents à la réalisation du mandat; tout élément additionnel présenté par le fournisseur, en terme de ressources humaines ou matérielles, ne doit pas être considéré.

§ 2. Attribution des points

6. Pour chaque critère, un pointage de 0 à 5 est accordé à chacun des fournisseurs.

7. Le fournisseur qui, par rapport aux autres et pour un critère donné est évalué comme étant le meilleur, reçoit la note la plus élevée, soit 5. Les autres sont classés par ordre relatif en termes d'évaluation et se voient allouer la note correspondante.

8. Lorsque le critère «valeur des contrats octroyés» est utilisé, le plus haut pointage est accordé au fournisseur qui a obtenu la moins grande valeur contractuelle déterminée conformément au paragraphe 4 de l'article 1.

9. Un fournisseur qui omet de fournir une information sur un critère donné, obtient la note 0.

10. Au terme de ces opérations, le comité de sélection retient les 3 fournisseurs qui ont obtenu les plus hauts pointages. Ces derniers seront invités par la suite à poursuivre la deuxième étape du processus portant sur l'évaluation des propositions de réalisation.

11. Si l'un des fournisseurs retenus ne désire pas poursuivre la deuxième étape du processus, un délai fixé au préalable dans les documents d'appel d'offres lui sera accordé pour signifier son refus. Si tel est le cas, il sera alors remplacé par le suivant ayant obtenu la plus haute note à la première étape.

12. Après l'étape de présélection, une séance d'information pourra se tenir auprès des 3 fournisseurs invités à présenter leur proposition de réalisation.

SECTION 2

ÉVALUATION DES PROPOSITIONS SANS PRIX

§ 1. Grille d'évaluation

13. L'évaluation est faite à partir de la présentation écrite et verbale de la proposition de réalisation du fournisseur devant le comité de sélection.

14. Le comité de sélection évalue les propositions en utilisant la grille d'évaluation des propositions élaborée par le ministère ou l'organisme, laquelle doit comprendre les 5 critères obligatoires ci-après mentionnés.

CRITÈRES OBLIGATOIRES

1° Analyse et compréhension de la problématique et des objectifs: Évaluation du niveau de compréhension du fournisseur concernant le problème et les objectifs définis au devis;

2° Stratégie de développement proposée et orientations préconisées: Évaluation de la méthodologie proposée par le fournisseur pour la réalisation du projet;

3° Expérience du chargé de projet: Évaluation de l'expérience du coordonnateur du projet, de son expertise dans le type de projet concerné et dans des projets similaires en considérant notamment la complexité et l'envergure de ces derniers et sa contribution spécifique dans ces projets;

4° Expérience et pertinence de l'équipe proposée: Évaluation de la pertinence de l'équipe proposée par le fournisseur et de l'expérience des professionnels et des autres membres de cette équipe, dans le domaine spécifique ou dans un domaine comparable à celui du contrat à adjuger;

5° Exposés présentés sur des campagnes publicitaires réalisées: Évaluation des exposés sur des campagnes publicitaires déjà réalisées et pertinentes au mandat à effectuer où l'on retrouve les objectifs de la campagne, les concepts développés, la solution proposée, la clientèle et l'impact obtenu. Trois exposés au maximum doivent être présentés.

15. Un ministère ou un organisme peut ajouter ses propres critères à la condition qu'ils soient strictement associés à l'analyse de la proposition.

16. Le ministère ou l'organisme doit, pour chacun des critères retenus, fixer un taux de pondération.

17. La pondération totale des critères doit être égale à 20 et aucun critère ne peut avoir une pondération supérieure à 5. La pondération attribuée aux critères obligatoires doit représenter au moins 50 % de la note totale.

18. L'évaluation doit se faire en fonction des besoins réels et pertinents à la réalisation du mandat. Tout élément additionnel présenté par le fournisseur, en terme de ressources humaines ou matérielles, ne doit pas être considéré.

19. Le chargé de projet doit être une ressource permanente du fournisseur au moment de la présentation de l'offre de services.

Toutes les ressources affectées au projet doivent être domiciliées au Québec, sauf lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, auquel cas ces ressources doivent être domiciliées dans une province ou un territoire visé par cet accord.

§ 2. Attribution des points

20. Pour chaque critère, un pointage de 0 à 5 est accordé à chacun des fournisseurs.

21. Le fournisseur qui, par rapport aux autres et pour un critère donné est évalué comme étant le meilleur, reçoit la note la plus élevée, soit 5. Les autres sont classés par ordre relatif en termes d'évaluation et se voient allouer la note correspondante.

22. Un fournisseur qui omet de fournir une information sur un critère donné, obtient la note 0.

23. Au terme de ces opérations, le comité de sélection détermine le fournisseur qui a obtenu le plus haut pointage.

D. 1169-93, Ann. 3; D. 1107-94, a. 28 à 30; D. 236-96, a. 37.

ANNEXE 4

(a. 47)

ÉVALUATION DES CANDIDATURES AVEC PRIX

SECTION 1

GRILLE D'ÉVALUATION

1. Le comité de sélection évalue les propositions en utilisant la grille d'évaluation élaborée par le ministère ou l'organisme, laquelle doit comprendre le critère obligatoire ci-après mentionné ainsi qu'un minimum de 5 critères au total.

A. CRITÈRE OBLIGATOIRE

1° Expérience du chargé de projet: Évaluation de l'expérience du coordonnateur du projet, de son expertise dans le type de projet concerné et dans des projets similaires en considérant notamment la complexité et l'envergure de ces derniers et sa contribution spécifique dans ces projets.

B. CRITÈRES SUGGÉRÉS

1° Organisation du projet: Évaluation de l'organisation et de l'agencement des ressources humaines affectées au projet dont le fournisseur dispose pour sa réalisation;

2° Expérience du fournisseur: Évaluation de l'expérience pertinente du fournisseur dans le domaine spécifique du contrat à adjudger et dans des projets similaires réalisés;

3° Expérience et pertinence de l'équipe proposée: Évaluation de la pertinence de l'équipe proposée par le fournisseur et de l'expérience des professionnels et des autres membres de cette équipe dans le domaine spécifique ou dans un domaine comparable à celui du contrat à adjudger;

4° Capacité de relève: Évaluation de l'expérience des ressources que le fournisseur est en mesure de présenter en remplacement d'un ou de plusieurs membres de l'équipe proposée;

5° Assurance-qualité: Évaluation des mécanismes mis en place par le fournisseur dans l'organisation du travail en vue de garantir la qualité des services attendus (ex.: certification ISO ou autres, plan qualité, contrôle des résultats).

2. Tenant compte de l'article 1, un ministère ou un organisme peut ajouter ses propres critères, à la condition qu'ils soient strictement associés à l'analyse des candidatures.

3. Le critère «proximité du lieu de réalisation des travaux» ne peut être ajouté par un ministère ou un organisme.

4. Le ministère ou l'organisme doit, pour chacun des critères retenus, fixer un taux de pondération, sauf pour le critère obligatoire «expérience du chargé de projet» où le taux de pondération est fixé à 5.

5. La pondération totale des critères doit être égale à 20 et aucun critère ne peut avoir une pondération supérieure à 5.

6. L'évaluation des critères doit être faite sans que l'offre de prix qui doit être présentée sous pli séparé ne soit connue des membres du comité de sélection.
7. L'évaluation doit se faire en fonction des besoins réels et pertinents à la réalisation du mandat; tout élément additionnel présenté par le fournisseur, en terme de ressources humaines ou matérielles, ne doit pas être considéré.
8. Le chargé de projet doit être une ressource permanente du fournisseur au moment de la présentation de l'offre de services.

Toutes les ressources affectées au projet doivent être domiciliées au Québec, sauf lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, auquel cas ces ressources doivent être domiciliées dans une province ou un territoire visé par cet accord.

SECTION 2

ATTRIBUTION DES POINTS

9. Chaque candidature est évaluée individuellement chaque critère reçoit une note variant de zéro à cinq.
 10. Supprimé.
 11. Un fournisseur qui, dans son offre, omet de fournir une information sur un critère donné, obtient la note 0.
 12. Une candidature acceptable est une candidature qui atteint un minimum de 60 points lors de son évaluation.
 13. Toutes les candidatures acceptables sont retenues.
 14. Le fournisseur dont la candidature est acceptable et qui a présenté l'offre de prix la plus basse en tenant compte, le cas échéant, du prix global approximatif, se voit attribuer 100 points.
 15. Les autres fournisseurs dont les candidatures sont acceptables se voient retrancher du nombre de points prévu à l'article 14, un nombre de points correspondant au pourcentage d'écart entre leur prix et le prix de la plus basse offre, jusqu'à concurrence de 10 points; le fournisseur, dont l'offre de prix dépasse de plus de 10 points la plus basse offre, est éliminé.
 16. Pour chacune des offres retenues, les points obtenus en regard de l'évaluation de la qualité et du prix soumis sont additionnés; le comité de sélection détermine le fournisseur qui a obtenu le plus haut pointage.
 17. L'offre de prix d'une candidature non acceptable n'est pas considérée et l'enveloppe contenant ce prix doit être retournée non décachetée au fournisseur.
- D. 1169-93, Ann. 4; D. 1107-94, a. 31; D. 236-96, a. 38.

ANNEXE 5

(a. 58, par. 1)

CAUTIONNEMENT DE SOUMISSION

1. La dont le principal établissement est situé à ici représentée par dûment autorisé(e), ci-après appelée la «caution», après avoir pris connaissance de la soumission devant être présentée le jour de 19 ... au (... identification du ministère ou de l'organisme public ...), ci-après appelé (le «ministre» ou «l'organisme»), par (nom du fournisseur) dont le principal établissement est situé à ici représenté(e) par dûment autorisé(e), ci-après appelé(e) le «fournisseur», pour ... (description des services à rendre) ... se porte caution dudit fournisseur envers (le ministre ou l'organisme) aux conditions suivantes:
La caution, à défaut de la part du fournisseur de signer un contrat conforme à sa soumission ou à défaut de fournir les garanties requises dans les quinze (15) jours de la date d'acceptation, s'oblige à payer (au gouvernement du Québec ou à l'organisme) une somme d'argent représentant la différence entre le montant de la soumission qui avait été acceptée et celui de la soumission subséquemment acceptée par (le ministre ou l'organisme), sa responsabilité étant limitée à dollars (.....\$).
2. Le fournisseur dont la soumission a été acceptée devra être avisé de l'acceptation de sa soumission dans les quarante-cinq (45) jours qui suivent la date limite de la réception des soumissions, autrement la présente obligation est nulle et de nul effet.
3. Ce cautionnement est régi par le droit applicable au Québec et, en cas de contestation, les tribunaux du Québec seront seuls compétents.
4. Toute procédure judiciaire basée sur le présent cautionnement doit être intentée dans les douze (12) mois de la date des présentes.
5. La caution renonce au bénéfice de discussion.
6. Le fournisseur intervient aux présentes pour y consentir et, à défaut par lui de ce faire, la présente obligation est nulle et de nul effet.

EN FOI DE QUOI, la caution et le fournisseur, par leurs représentants dûment autorisés, ont signé les présentes à le jour du mois de 19

LA CAUTION

(signature)
(Nom du signataire en lettres moulées)
(Titre du signataire en lettres moulées)
(Témoin)

LE FOURNISSEUR

(signature)
(Nom du signataire en lettres moulées)
(Titre du signataire en lettres moulées)
(Témoin)

D. 1169-93, Ann. 5; D. 1810-93, a. 7; D. 236-96, a. 39.

ANNEXE 6

(a. 58, par. 2)

LETTRE DE GARANTIE IRRÉVOCABLE

Bénéficiaire:

Nom du ministère ou de l'organisme

Adresse

Objet:

Nom du fournisseur

Adresse

Identification sommaire de l'appel d'offres

La (nom de l'établissement financier et succursale) ici représentée par dûment autorisé(e), garantit, de façon irrévocable, le paiement des sommes qui vous seront dues par le client ci-haut mentionné advenant le défaut de ce dernier d'accepter un contrat conforme à son offre ou de fournir les garanties requises dans les jours de la date de l'avis de l'acceptation de son offre.

Les deux seules conditions pour que la présente garantie soit réalisable sont: soit le défaut d'accepter un contrat conformément à son offre, soit le défaut de produire les garanties requises.

Après réception d'une demande écrite de paiement, dans laquelle la date d'ouverture des offres devra être mentionnée, (nom de l'établissement financier) s'engage à acquitter ces sommes; toutefois, en aucun cas, l'engagement total de (nom de l'établissement financier) en vertu des présentes, ne devra dépasser la somme dollars (.....\$).

La présente garantie demeurera en vigueur durant une période de () jours à partir de la date d'ouverture des offres et toute demande de paiement, en vertu de la présente garantie, devra parvenir à (nom de l'établissement financier) au plus tard () jours à partir de la date d'ouverture des offres.

Le paiement est exigible à la simple demande de paiement adressée à l'établissement financier par le bénéficiaire.

(Nom et adresse de l'établissement financier)

Par: .

(Signataire autorisé)

(Signataire autorisé)

D. 1169-93, Ann. 6; D. 236-96, a. 39.

ANNEXE 7

(a. 106)

NOMBRE DE FOURNISSEURS AUTORISÉS PAR TYPE DE CONTRAT ET PAR NIVEAU

1. Pour tout contrat de services professionnels reliés aux catégories «architecture, génie civil, génie mécanique et électrique, arpentage à l'exception de la spécialité «rénovation et révision cadastrale, génie forestier, évaluation, ingénierie des sols et des matériaux», le nombre de noms de fournisseurs demandé auprès du fichier doit être:

1^o pour les contrats de niveau 1: 1 ou 5 noms;

2^o pour les contrats de niveau 2: 5 noms, sauf pour les spécialités reliées aux catégories «génie civil, génie mécanique et électrique» dans les sous-régions des communautés urbaines de Québec et de Montréal où le nombre de noms de fournisseurs demandé auprès du fichier doit être de 10 noms;

3^o pour les contrats de niveau 3: 5 noms, sauf pour les spécialités reliées aux catégories «architecture, génie civil, génie mécanique et électrique» dans les sous-régions des communautés urbaines de Québec et de Montréal où le nombre de noms de fournisseurs demandé auprès du fichier doit être de 10 noms.

2. Malgré les paragraphes 2 et 3 de l'article 1, pour les contrats de niveaux 2 et 3 reliés à la spécialité «ingénierie des ponts», le nombre de noms de fournisseurs demandé auprès du fichier doit être de 5 ou 10.
 3. Pour tout contrat de services professionnels reliés aux catégories «architecture du paysage, géologie, biologie, autres catégories de services professionnels reliés à la construction et aux sciences physiques, environnement, excluant les spécialités: analyse microbiologique, analyse chimique inorganique, analyse chimique organique, analyse chimique inorganique et organique», le nombre de noms de fournisseurs demandé auprès du fichier doit être, pour les contrats de niveaux 1 et 2, de 5 noms.
 4. Pour tout contrat de services professionnels reliés au groupe «conseillers en administration», le nombre de noms de fournisseurs demandé auprès du fichier doit être, pour les niveaux 1, 2 et 3, de 5 ou 10 noms sauf pour la spécialité «gestion» où le nombre de fournisseurs demandé doit être de 10 ou 20 noms.
 5. Supprimé.
 6. Pour tout contrat de services professionnels reliés à la catégorie «publicité», le nombre de noms de fournisseurs demandé auprès du fichier doit être, pour les niveaux 1 et 2, 10 noms.
 7. Pour tout contrat de services professionnels reliés à la catégorie «relations publiques», le nombre de noms de fournisseurs demandé auprès du fichier doit être:
 - 1° pour les contrats de niveaux 1 et 2: 5 noms;
 - 2° pour les contrats de niveau 3: 10 noms.
 8. Pour tout contrat de services auxiliaires, excluant les spécialités reliées au nolisement d'aéronefs, le nombre de noms de fournisseurs demandé auprès du fichier doit être:
 - 1° pour les contrats de niveaux 1 et 2: 5 ou 10 noms;
 - 2° pour les contrats de niveau 3: 10 noms.
- D. 1169-93, Ann. 7; D. 557-94, a. 4; D. 783-95, a. 24; D. 236-96, a. 40.

ANNEXE 8

(a. 111)

TRAITEMENTS PARTICULIERS

1. Rénovation et révision cadastrale:

- 1° Le nom du fournisseur réalisant habituellement les travaux sur le territoire visé peut être ajouté s'il est inscrit au fichier dans la spécialité et le niveau concernés.
- 2° Le traitement de base est fait sur des listes sous-régionales correspondant à la sous-région du lieu des travaux et aux sous-régions adjacentes à la sous-région du lieu des travaux et accessibles par le réseau routier numéroté.
- 3° Un fournisseur ayant plus d'un établissement ne sera sélectionné qu'une seule fois.
- 4° Lorsque le traitement de base se traduit par l'obtention de moins de 10 noms, un traitement est effectué auprès des sous-régions limitrophes de l'ensemble des sous-régions visées par les travaux et ce, conformément à l'article 107 du règlement.
- 5° Lorsque les traitements de base et limitrophe se traduisent par l'obtention de moins de 5 noms, un traitement est effectué auprès des sous-régions périphériques de l'ensemble des sous-régions limitrophes et ce, conformément à l'article 109 du règlement.
- 6° Le choix des sous-régions qui sont considérées pour les fins du traitement limitrophe ou périphérique est effectué de façon aléatoire.

2. Services professionnels reliés à la construction et aux sciences physiques pour les offices municipaux d'habitation qui agissent comme mandataires pour la Société d'habitation du Québec:

Le traitement de la demande de noms se limite à la municipalité concernée.

3. Services professionnels reliés à la construction et aux sciences physiques dans les sous-régions du Kativik:

Pour les fins du traitement de base, les 2 sous-régions constituent la sous-région de base. Si le traitement de base se traduit par l'obtention de moins de 3 noms, s'il s'agit d'un contrat de niveau 1, ou par l'obtention de moins de 5 noms, s'il s'agit d'un contrat de niveau 2 ou 3, le traitement est complété en considérant l'ensemble des autres sous-régions du Québec.

4. Services professionnels en vue de la réalisation d'une phase faisant suite à une ou plusieurs phases à l'intérieur d'un même projet lorsque la modalité d'appel de propositions avec prix est utilisée:

Le nom du fournisseur ayant réalisé la phase précédente peut être ajouté s'il est inscrit au fichier dans la spécialité et le niveau concernés.

5. Services auxiliaires de nature répétitive ou saisonnière:

Le nom de l'ancien adjudicataire peut être ajouté par le ministère ou l'organisme s'il est inscrit au fichier dans la spécialité et le niveau concernés.

6. Services auxiliaires dans les sous-régions «Jamésie-est, Jamésie-ouest, Kativik-est, Kativik-ouest», territoire

délimité à l'est par la limite du Québec, au nord et à l'ouest par la sous-région «Minganie» et au sud par le Golfe Saint-Laurent:

1° Tous les noms de fournisseurs ayant un établissement dans la sous-région concernée sont transmis.

2° Lorsque le traitement de base se traduit par l'obtention de moins de 3 noms, s'il s'agit d'un contrat de niveau 1, ou par l'obtention de moins de 5 noms, s'il s'agit d'un contrat de niveau 2 ou 3, un traitement de la demande de noms dans les sous-régions limitrophes ou périphériques est effectué, conformément aux articles 107 et 109 du règlement.

7. Entretien ménager général ou services de déneigement et de déglacage, en dehors des sous-régions de la Communauté urbaine de Québec, de la Communauté urbaine de Montréal, de la Communauté urbaine de l'Outaouais et de Laval:

1° Tous les noms de fournisseurs ayant un établissement dans la sous-région concernée sont transmis.

2° Lorsque le traitement de base se traduit par l'obtention de moins de 3 noms, s'il s'agit d'un contrat de niveau 1, ou par l'obtention de moins de 5 noms, s'il s'agit d'un contrat de niveau 2, un traitement de la demande de noms dans les sous-régions limitrophes ou périphériques est effectué, conformément aux articles 107 et 109 du règlement, afin de transmettre un nombre maximum de 10 noms de fournisseurs.

8. Services professionnels reliés à la construction et aux sciences physiques dont les travaux doivent être réalisés dans plusieurs sous-régions contiguës et touchant les spécialités «vérification de la qualité du béton bitumineux, vérification de la qualité du béton de ciment, vérification de la qualité des sols, mécanique des sols, mécanique des sols et vérification de la qualité des sols et du béton de ciment, inventaire structural des chaussées, mécanique des chaussées, transport-étude d'origine et de destination»:

1° Le traitement de base est fait sur des listes sous-régionales correspondant aux sous-régions couvertes par les travaux identifiés à la demande de noms par le ministère ou l'organisme.

2° Un fournisseur ayant plus d'un établissement ne sera sélectionné qu'une seule fois.

3° Lorsque le traitement de base se traduit par moins de 3 noms, dans le cas d'un contrat de niveau 1 et par l'obtention de moins de 5 noms, dans le cas d'un contrat de niveau 2 ou 3, un traitement est effectué auprès des sous-régions limitrophes de l'ensemble des sous-régions visées par les travaux, accessibles par le réseau routier numéroté et ce, conformément à l'article 107 du règlement.

4° Lorsque les traitements de base et limitrophe se traduisent par une absence de noms, s'il s'agit d'un contrat de niveau 1, ou par l'obtention de moins de 3 noms s'il s'agit d'un contrat de niveau 2 ou 3, un traitement est effectué auprès des sous-régions périphériques de l'ensemble des sous-régions limitrophes et ce, conformément à l'article 109 du règlement.

5° Le choix des sous-régions qui seront considérées pour les fins du traitement de base, limitrophe ou périphérique est effectué de façon aléatoire.

9. Services professionnels reliés à la spécialité «ingénierie des ponts»:

1° lorsque le traitement de base ne permet pas de transmettre le nombre de noms demandé par le ministère ou l'organisme conformément à l'annexe 7, cette demande est complétée en effectuant un traitement limitrophe et périphérique, le cas échéant.

2° lorsque les travaux doivent être réalisés dans plusieurs régions contiguës:

a) le traitement de base est fait sur les listes régionales correspondant aux régions couvertes par les travaux;

b) un fournisseur ayant plus d'un établissement ne sera sélectionné qu'une seule fois;

c) lorsque le traitement de base ne permet pas de transmettre le nombre de noms demandé par le ministère ou l'organisme conformément à l'annexe 7, cette demande est complétée en effectuant un traitement limitrophe et périphérique, le cas échéant, en considérant l'ensemble des régions visées par les travaux;

d) le choix des régions qui seront considérées pour les fins du traitement de base, limitrophe ou périphérique est effectué de façon aléatoire.

10. Services auxiliaires reliés au groupe «nolisement d'aéronefs»:

1° la région du lieu des travaux s'interprète comme suit:

a) la région d'où partent les personnes ou la marchandise lorsque le nolisement d'aéronefs vise le transport de personnes ou de marchandises;

b) la ou les régions où se réalisent les travaux dans les autres cas;

2° le traitement de base pour les contrats de 10 000 \$ ou plus mais inférieurs à 50 000 \$ est fait sur des listes régionales correspondant à la région du lieu des travaux et les régions limitrophes, en considérant que les régions 06 et 13 sont regroupées et qu'une région limitrophe est une région adjacente à la région du lieu des travaux;

3° pour les contrats de 50 000 \$ ou plus, les noms de tous les fournisseurs inscrits au Québec dans la spécialité visée sont transmis;

4° un fournisseur ayant plus d'un établissement ne sera sélectionné qu'une seule fois.

11. Spécialités visées par l'appel d'offres sur invitation générale et dont l'inscription est à caractère sous-régional ou régional:

Le traitement limitrophe ou périphérique est effectué auprès des sous-régions et des régions selon le cas, conformément aux articles 107 et 109 et ce, afin de transmettre un nombre maximum de 10 noms de fournisseurs.

12. Services professionnels reliés à la spécialité «campagne de publicité»:

Le traitement de la demande de noms de fournisseurs s'effectue au choix du ministère ou de l'organisme, à partir d'une liste établie par région ou de la liste regroupant l'ensemble des fournisseurs du Québec.

D. 1169-93, Ann. 8; D. 557-94, a. 5; D. 783-95, a. 25; D. 236-96, a. 41; D. 523-98, a. 6.

ANNEXE 9

Abrogée.

D. 1169-93, Ann. 9; D. 236-96, a. 42.

D. 1169-93, 1993 G.O. 2, 6222

D. 1810-93, 1993 G.O. 2, 8985

D. 557-94, 1994 G.O. 2, 2095

D. 1107-94, 1994 G.O. 2, 4595

D. 783-95, 1995 G.O. 2, 2583

D. 236-96, 1996 G.O. 2, 1853

D. 1498-96, 1996 G.O. 2, 6729 et 1997 G.O. 2, 1003

D. 523-98, 1998 G.O. 2, 2386

D. 821-99, 1999 G.O. 2, 3044